



PROGRAMME INDICATIF  
MULTI-ANNUUEL  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DE SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE  
2021-2027  
PIM UE-STP

*PARTENARIAT FONDÉ  
SUR LA GOUVERNANCE  
ET LA DÉMOCRATIE, LA  
TRANSITION VERTE ET  
LE DÉVELOPPEMENT  
HUMAIN*

# Table des matières

1.	Lignes générales de la coopération internationale de l'UE dans le pays partenaire.....	2
1.1.	Bases pour la programmation.....	2
1.2.	Statut de la programmation conjointe.....	3
1.3.	Domaines prioritaires de la coopération de l'UE avec le pays partenaire .....	4
1.4.	Justification et contexte .....	6
1.5.	Durée du PIM et option de synchronisation .....	8
2.	Soutien de l'UE par domaine prioritaire et proposition d'initiative « Equipe Europe ».....	9
2.1.	Domaine prioritaire 1 : Gouvernance et Démocratie.....	9
2.1.1.	Objectifs spécifiques liés au domaine prioritaire .....	10
2.1.2.	Résultats escomptés par objectif spécifique.....	11
2.1.3.	Indicateurs (y compris les valeurs de référence et les cibles), par résultat escompté .....	11
2.1.4.	Recours éventuel aux financements mixtes et aux garanties pour les investissements au titre du FEDD+11	
2.2.	Domaine prioritaire 2 : Transition verte .....	11
2.2.1.	Objectifs spécifiques liés au domaine prioritaire .....	13
2.2.2.	Résultats escomptés par objectif spécifique.....	13
2.2.3.	Indicateurs (y compris les valeurs de référence et les cibles), par résultat escompté .....	14
2.2.4.	Recours éventuel aux financements mixtes et aux garanties pour les investissements au titre du FEDD+14	
2.3.	Domaine prioritaire 3 : Développement humain .....	14
2.3.1.	Objectifs spécifiques liés au domaine prioritaire .....	15
2.3.2.	Résultats escomptés par objectif spécifique.....	16
2.3.3.	Indicateurs (y compris les valeurs de référence et les cibles), par résultat escompté .....	16
2.3.4.	Recours éventuel aux financements mixtes et aux garanties pour les investissements au titre du FEDD+16	
2.4.	Proposition d'initiative « Equipe Europe » pays .....	16
3.	Mesures d'appui.....	18
3.1.	Mesures en faveur de la société civile.....	18
3.2.	Facilité de coopération.....	18
4.	Aperçu financier.....	19
5.	Pièces jointes .....	19
1.	CADRE DE RESULTATS DU PROGRAMME INDICATIF MULTIANNUEL SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE 2021-2027.....	0
2.	MATRICES DES DONATEURS.....	9

## **1. Lignes générales de la coopération internationale de l'UE dans le pays partenaire**

### **1.1. Bases pour la programmation**

Le premier document de référence pour la programmation est l'Agenda de Transformation (AT) 2030<sup>1</sup>, qui présente la stratégie de développement à long terme de São Tomé-et-Príncipe (STP). L'AT vise à transformer le pays en une nation émergente axée sur la croissance durable et la création d'emplois à travers la mise en œuvre de la réforme des finances publiques, la diversification économique et la modernisation des infrastructures sociales et économiques, tout en garantissant la protection de l'environnement et la gestion durable des terres.

Parmi les grands objectifs de transformation, il est important de souligner la vision de faire du pays un hub logistique pour les services maritimes et aériens dans le golfe de Guinée, ainsi que de transformer STP en une destination touristique privilégiée dans la sous-région. Dans ce contexte, la réalisation d'un port en eau profonde, l'agrandissement de l'aéroport international et la création d'une zone franche dans le sud de l'Île de São Tomé sont considérés comme faisant partie des grands projets d'infrastructures prioritaires.

De la même manière, l'AT identifie trois défis majeurs pour la mise en œuvre des politiques de développement de STP : i) rendre l'économie plus compétitive et diversifiée, ii) renforcer la capacité de l'administration publique et iii) améliorer l'infrastructure du pays.

Le deuxième document de référence est le Plan National de Développement (PND) 2017-2021, adopté par le Gouvernement afin de mettre en œuvre l'AT, et dont les objectifs sont i) l'exploitation du potentiel de développement du pays, l'accélération de la croissance économique et l'intégration dans l'économie régionale et mondiale, ii) l'accélération des réformes afin de promouvoir un développement durable, iii) le renforcement de la bonne gouvernance et de la démocratie, iv) le développement de l'infrastructure, et v) la préservation de l'environnement et de la terre.

Aussi, il convient de rappeler qu'en 2019 STP a adopté le Plan National de Développement Durable 2020-2024 (PNDD), qui vient compléter le PND. Le PNDD contient quatre axes : i) un état de droit et démocratique, ii) croissance économique et création d'emplois, iii) qualité des services sanitaires et de protection sociale et iv) politique étrangère au service du développement. Il est conforme à l'AT et étroitement lié aux Objectifs de Développement Durable (ODDs) de l'Agenda 2030, à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, à l'accord de Paris sur le climat de 2015 et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Ce document pourra servir de base pour la discussion dans le cadre de la future coopération.

Enfin, dans le contexte de la crise liée à la pandémie de COVID-19, un plan de riposte aux impacts socioéconomiques de la crise a été élaboré avec l'appui du système des Nations unies. Le plan a pour ambition de fournir des recommandations sur les politiques à mettre en œuvre pour répondre aux impacts directs de la pandémie, tout en apportant une réponse aux problèmes structurels que STP doit aborder pour soutenir un modèle de développement durable, et de cette façon atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.

Les objectifs indiqués dans les plans de développement de STP sont alignés avec les intérêts et les priorités de l'UE dans le pays, surtout en ce qui concerne la diversification économique et le développement du secteur privé, la consolidation de l'intégration régionale, la protection de l'environnement, le renforcement de la bonne gouvernance et la promotion de droits de l'homme. Ces objectifs seront poursuivis en tenant compte de l'approche basée sur les droits humains (*Rights based approach, RBA*) et de l'intégration de la dimension de genre.

Toutefois, il est de la même manière important de placer la transition vers une économie verte au centre même du dialogue sur la vision de développement de STP, tout en appuyant les efforts de digitalisation de l'administration publique et de l'économie, qui reste un thème devant être considéré comme une question transversale à tous les secteurs d'intervention de l'UE.

---

<sup>1</sup> Governo da República de São Tomé e Príncipe, 2015, "Agenda de Transformação no horizonte - 2030".

L'Union européenne et ses États membres sont les principaux partenaires commerciaux de STP. Le pays dispose d'une position stratégique qui peut en faire une plateforme vers les marchés émergents voisins du continent africain. Il est donc dans l'intérêt de l'UE de soutenir la bonne gouvernance et la stabilité institutionnelle.

Afin de maintenir la position commerciale de l'UE, les secteurs de la pêche, du tourisme et de l'agriculture durable doivent développer leur potentiel en améliorant les infrastructures de production et de transport, en renforçant la durabilité (par exemple, grâce à la production écologique et au renforcement des chaînes de valeur, telles qu'elles se développent actuellement dans le secteur du cacao) et en respectant les normes de qualité européennes. Certains grands projets d'infrastructure envisagés, tels que les infrastructures pour la production d'électricité, les routes, les aéroports et les ports, ainsi que leur sûreté, pourraient considérablement renforcer l'activité économique et attirer de nouveaux investissements. En ce sens, il sera essentiel de disposer d'un capital humain solide pour répondre à la demande de compétences des investisseurs nationaux et étrangers, afin de créer des emplois décents.

Les entreprises européennes déjà présentes dans le pays, ou intéressées par les activités de STP, ont le potentiel de stimuler la croissance économique et la création d'emplois durables, en particulier pour les jeunes et les femmes dans des secteurs tels que l'agriculture et les services, y compris le tourisme.

Les principaux défis à relever en termes de développement durable sont les suivants: i) pauvreté, sécurité alimentaire, accès aux services de base (pas de pauvreté, faim zéro, ODD 1 et 2); ii) gouvernance (paix, justice et institutions efficaces, ODD 16); iii) des infrastructures médiocres, des exportations peu diversifiées (travail décent et croissance économique, ODD 8); iv) exposition au changement climatique (lutte contre le changement climatique, ODD 13).

Afin d'accompagner STP dans sa transition verte et vers un modèle de développement économique durable, ***l'UE pourrait jouer un rôle de premier rang dans le domaine de l'éducation et notamment de la formation technique et professionnelle, qui est un élément essentiel du développement humain, compte tenu de son rôle dans le développement personnel, dans la formation de citoyens actifs, notamment les jeunes, et dans le développement des compétences nécessaires pour participer au marché du travail.*** En outre, l'éducation est un fondement et un catalyseur essentiels pour la réalisation de toutes les priorités géopolitiques de la Commission, y compris le pacte vert et la stratégie de l'UE pour l'Afrique.

Lorsqu'une action nationale ou transrégionale comprend les régions ultrapériphériques d'un ou plusieurs États membres, les services compétents de la Commission discutent des modalités de mise en œuvre et des interventions spécifiques pour cette mise en œuvre, conformément au règlement NDICI (article 43) et au règlement de coopération territoriale européenne (article 55), qui seront reflétées, le cas échéant, dans les plans d'action/mesures annuels pertinents et dans le(s) programme(s) Interreg.

## **1.2. Statut de la programmation conjointe**

Parmi les États membres (EM) de l'UE, seulement le Portugal possède une coopération bilatérale avec STP et une représentation permanente dans le pays. Dans son dernier cycle de coopération (2016-2020), le Portugal se concentre sur la consolidation de l'état de droit et de la démocratie, la promotion de la bonne gouvernance, le renforcement des capacités de l'administration publique, ainsi que sur des actions dans le domaine du développement humain, notamment dans les secteurs de l'éducation, santé et eau et assainissement. A noter que le Portugal est actuellement en train d'élaborer sa prochaine stratégie pluriannuelle de coopération, qui couvre les années 2021-2025. Cette nouvelle stratégie devrait reprendre les mêmes domaines d'intervention, y compris la coopération militaire, en tant qu'atout pour la sécurité maritime.

La programmation conjointe à STP se trouve encore dans un état embryonnaire, et l'élaboration d'un document conjoint n'est pas prévue. Toutefois, les secteurs d'intervention et les objectifs du Portugal peuvent être considérés en ligne avec les priorités de l'UE, notamment les secteurs sociaux (eau et assainissement pour l'UE - santé et protection sociale pour le Portugal) et la gouvernance (y compris la justice, sécurité et la gestion des finances publiques), et vraisemblablement le Portugal montre une appétence pour s'engager dans la mise en œuvre conjointe de certaines actions. Il est donc possible de prévoir une intensification des efforts de coopération avec l'objectif d'élaborer un plan d'action de mise

en œuvre conjointe lors du réexamen du PIM prévu en 2024. Ce document conjoint, qui ne se substitue pas aux documents de programmation bilatérale, pourrait alors servir de cadre stratégique, permettant aux partenaires participants d'aligner et de coordonner leurs documents de programmation bilatérale.

En ce qui concerne les autres EM, les Ambassades de France, Espagne et Allemagne au Gabon sont accréditées aussi à STP, mais ne disposent pas d'une structure permanente sur le territoire du pays. L'Espagne et l'Allemagne n'ont pas de coopération bilatérale avec STP, tandis que l'Agence Française de Développement (AFD) au Gabon gère également des opérations à STP. L'AFD finance actuellement un projet d'appui à l'agriculture commerciale et à petite échelle, ainsi que des actions de riposte aux impacts de la pandémie de COVID-19, mais ne s'engage pas dans un exercice de programmation pluriannuelle. Néanmoins, l'AFD pourrait contribuer aux actions de l'UE dans le domaine du renforcement des filières agricoles, en incluant STP dans des initiatives de développement de la filière du café menées au niveau de la région Afrique Centrale.

En ce qui concerne les interventions de la BEI, elle soutient actuellement deux projets respectivement dans le secteur des transports et le secteur de l'énergie par le biais de prêts souverains garantis par l'UE et d'opérations d'assistance technique. En outre, un projet d'adduction d'eau pour réhabiliter et étendre le réseau de distribution d'eau de la ville de São Tomé et ses environs est en cours d'instruction, qui devrait normalement être conclu dans le courant de 2021. L'intervention dans le secteur des transports consiste en la reconstruction, la modernisation et la protection du littoral de l'avenue principale de la ville de São Tomé, la Marginale. Le projet vise à améliorer la résilience climatique, la sécurité routière et la connectivité de l'avenue, qui est une artère clé du réseau routier national primaire et un élément clé de la régénération urbaine et du développement touristique de la capitale. Le projet comprend également une assistance technique pour la préparation et la mise en œuvre du projet. Le projet axé sur l'énergie comprend plusieurs investissements concernant les infrastructures électriques, dont la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Contador, et une assistance technique pour la mise en œuvre, le renforcement des capacités et les réformes du secteur. Le projet vise à augmenter la capacité renouvelable et à réduire les pertes dans le réseau tout en améliorant la sécurité globale du système et la sûreté de l'approvisionnement. Le projet sur le secteur de l'eau comprend des investissements prioritaires visant à réhabiliter et étendre les infrastructures et services d'approvisionnement et de distribution d'eau de la ville de São Tomé et ses environs, ainsi qu'une assistance technique.

### **1.3. Domaines prioritaires de la coopération de l'UE avec le pays partenaire**

Suite aux consultations avec les clusters européen, national et international, et sur base des analyses conjointes élaborées avec les EM, l'UE identifie les domaines prioritaires suivants :

1. Gouvernance et démocratie ;
2. Transition verte ;
3. Développement humain.

Les trois priorités se veulent complémentaires les unes des autres, afin de promouvoir une réponse cohérente et intégrée aux défis de développement de STP, et qui soit capable de répondre à la fois aux ambitions de l'AT 2030 et aux intérêts de l'UE dans le pays.

Les actions présentées sont mises en œuvre par l'UE à travers une approche commune « Equipe Europe », qui permettra à l'UE et aux EM d'accroître l'impact de leurs interventions. Différentes modalités de mise en œuvre pourront être envisagées, tels que l'octroi de subventions et de garanties (souveraines, sous-souveraines et au secteur privé), le mixage prêts/dons (*blending*) l'appui budgétaire, la facilité TAIEX et le jumelage (*twinning*) entre une administration publique européenne et une administration de STP.

Pour la mise en œuvre de ces priorités, les services compétents de la Commission examineront les modalités de mise en œuvre et les interventions spécifiques à utiliser, conformément aux projets de règlements NDICI (article 33), OAD (articles 72(c) et 82(4)) et ETC (article 55), qui seront pris en compte, le cas échéant, dans les plans d'action/mesures annuels pertinents et dans les programmes Interreg.

#### Priorité 1 : Gouvernance et démocratie

L'amélioration de la gouvernance et la consolidation de l'état de droit et des institutions démocratiques (en ce qui concerne en particulier la transparence de l'action du Gouvernement et le respect des droits de l'homme) sont des éléments essentiels pour réaliser le processus de transformation de STP. Des progrès dans le domaine démocratique ont été réalisés, comme le montre la tenue des dernières élections présidentielles, mais une amélioration de la gouvernance pourrait également contribuer à attirer des investissements privés, mobiliser plus efficacement des ressources financières internes, consolider l'intégration régionale et finalement atteindre des niveaux satisfaisants de croissance économique durable. À cet égard, le soutien au développement d'institutions économiques inclusives est une partie intégrante de l'approche proposée.

Les actions prévues dans ce domaine abordent les principes fondamentaux de la gouvernance démocratique, notamment la transparence et la redevabilité des institutions publiques, ainsi que l'inclusion et la participation citoyenne à la vie publique, en ligne avec l'approche fondée sur les droits (*Rights-based Approach, RBA*) et sur l'intégration de la dimension de genre. La réforme et la modernisation du système judiciaire sont appuyées à travers des actions de renforcement des capacités de tous les acteurs impliqués dans le fonctionnement du système judiciaire. Dans le secteur de la gestion des finances publiques, des actions sont prévues pour améliorer la transparence budgétaire et le fonctionnement des mécanismes de gestion budgétaire, mettre en place des mécanismes de participation citoyenne dans l'élaboration du budget de l'État, améliorer la gestion de la dette publique et renforcer la capacité des autorités de mobiliser des ressources intérieures, notamment pour soutenir la transition verte<sup>2</sup>. Finalement, le soutien dans ce domaine est complété par des actions visant à améliorer la gouvernance financière du pays, soutenir la mise en place d'institutions économiques inclusives et améliorer le climat des affaires.

Les interventions proposées dans ce domaine intègrent une forte composante de digitalisation de l'administration publique, ainsi que des actions favorisant le développement de l'économie numérique.

#### Priorité 2 : Transition verte

Dans ses efforts pour mettre en place un modèle de développement économique durable, STP est confronté à la nécessité de trouver une solution au problème de plus en plus urgent de la dégradation de l'environnement, tout en assurant le développement du potentiel économique de certains secteurs tels que l'agriculture, la pêche et le tourisme. La protection de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques représentent des priorités pour le pays, y compris la protection des écosystèmes marins (la surface du domaine maritime étant plus vaste que la surface terrestre) ainsi que la gestion des risques associés à la montée des eaux et à l'érosion du littoral. De la même manière, il est nécessaire de garantir que des emplois décents soient créés à travers le développement de chaînes de valeurs durables qui présentent des avantages comparatifs et qui ont le potentiel de créer des occasions d'emploi dans l'économie formelle, surtout pour les jeunes, les femmes et les groupes les plus vulnérables.

L'approche proposée dans ce domaine d'intervention vise à appuyer la révision du cadre politique et des structures de gouvernance environnementale et à renforcer les capacités en matière de protection de la biodiversité, en favorisant la participation des communautés concernées aux processus décisionnels et aux structures de gestion des ressources naturelles. Ce niveau d'intervention macro sera complété par une approche sur le terrain, visant à sensibiliser la population sur les effets négatifs de certaines pratiques, telles que la coupe incontrôlée des arbres (pour la production de charbon de bois, de bois de chauffage et de bois d'œuvre) ou l'extraction de matériaux inertes des plages. En parallèle, la transition verte proposée impliquera une transformation des modes de production, surtout en ce qui concerne le développement de chaînes de valeur durables pour l'exportation, ainsi que pour la production à petite échelle de produits destinés au marché interne, y compris la pêche artisanale. Des actions pour soutenir l'accès aux marchés internationaux seront également envisagées. Le développement de l'écotourisme sera aussi promu.

Une meilleure éducation/formation facilitera la réalisation des objectifs du pacte vert, elle permettra aux citoyens de saisir les possibilités offertes par le développement numérique, elle constitue la base de la

---

<sup>2</sup> En matière de politique fiscale notamment, des taxes et droits verts peuvent être mis en place.

participation au marché du travail et contribue à la création de sociétés pacifiques. La formation technique et professionnelle permettra notamment aux jeunes d'acquérir et développer les compétences nécessaires à leur insertion au marché du travail dans des secteurs dits « verts » (par exemple dans l'agriculture et pêche durable, l'économie bleue, l'écotourisme) pour contribuer à un avenir plus innovant et plus durable.

Enfin, un appui est apporté à la transition vers la production d'énergie à partir de ressources renouvelables, afin de contribuer à la décarbonisation de l'économie et à la réduction de la dépendance de STP envers l'importation d'énergies fossiles. Les outils financiers du FEDD+ sont mobilisés pour atteindre cet objectif, notamment le mixage de fonds et les garanties aux investissements des acteurs du secteur privé.

### Priorité 3 : Développement humain

L'accès aux services de base reste un des défis majeurs de développement de STP, notamment en termes de santé publique et de qualité de vie. Il s'agit ici de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène. À titre d'exemple, le taux de mortalité attribué au manque d'accès à l'eau potable, au manque d'assainissement et au manque d'hygiène demeure relativement élevé à STP. Une intervention sur le système d'eau et assainissement pourrait également permettre de contribuer à la meilleure gestion des ressources hydriques, un élément essentiel pour la prévention de la dégradation environnementale et pour le développement des activités agricoles et de pêche.

Les interventions dans ce domaine portent donc sur le développement et l'accessibilité des installations d'assainissement et du système de distribution d'eau potable, ainsi que sur l'éducation/formation et sensibilisation des agents sanitaires, formateurs, jeunes et des communautés en général sur l'hygiène et l'assainissement. Dans ce sens, l'intervention prévue de la BEI conjointement avec l'UE dans le secteur de l'eau contribuera directement à cette priorité. Les actions de sensibilisation prévues visent surtout les femmes et les jeunes, en mettant l'accent sur le lien existant entre la qualité de l'eau et l'assainissement et la santé. Les interventions infrastructurelles sur les installations d'assainissement ont également l'objectif de garantir aux femmes l'accès à des installations d'assainissement dédiées dans les écoles et dans les centres hospitaliers et autres établissements de soins publics. Cette approche intégrée (interventions infrastructurelles et actions de sensibilisation) permettra d'avoir un meilleur impact sur des aspects qui posent des risques pour le développement durable de STP, tels que les taux élevés d'augmentation de la population et de grossesse parmi les adolescentes, en contribuant au même temps au respect du droit à la santé sexuelle et reproductive notamment des jeunes. L'accès à l'eau et l'assainissement constituent dans ce sens une question d'accès à un service de base, ainsi qu'une condition sine qua non pour atteindre une meilleure performance en ce qui concerne le respect des droits des femmes.

#### **1.4. Justification et contexte**

La République Démocratique de STP est un petit État insulaire à revenu intermédiaire tranche inférieure. Son économie est caractérisée par une vulnérabilité aux chocs externes, un faible niveau de diversification, une intégration insuffisante aux marchés internationaux et une grande dépendance envers les importations. La dépendance de STP envers l'aide officielle au développement reste très marquée, 10% du revenu national brut (RNB) en 2018, mais avec une tendance à la baisse (depuis 2012 le poids de l'aide au développement sur le RNB a diminué de 50%).

Depuis 2015 le pays remplit les critères pour sortir du groupe des Pays les Moins Avancés (PMA), et a donc initié le processus de graduation. Le processus devrait s'achever en 2024, et sera suivi par une phase de transition appuyée par une stratégie élaborée avec le soutien des Nations Unies. Ce processus est accompagné par un certain progrès en terme de développement socioéconomique que le pays a réalisé ces dernières années. À titre d'exemple, 30 enfants par 1000 meurent avant l'âge de 5 ans alors que la moyenne en Afrique subsaharienne (ASS) est de 76, et l'espérance de vie à STP est de 70 ans, 15% de plus que la moyenne en ASS.

Néanmoins, STP est confronté à un certain nombre de défis. Premièrement le pays a été gravement impacté par la pandémie du COVID-19. En 2020, le PIB réel par tête a enregistré une chute estimée de -8,6%, 3,3% supérieure à la moyenne en ASS. Le secteur du tourisme, qui contribuait de 11% au PIB,

a baissé d'une manière significative le niveau d'activité en 2020. La dette publique a considérablement augmenté, mais les dernières analyses conduites par le FMI montrent que la dette reste soutenable, tout en indiquant que dans le contexte actuel les options préférentielles de financement extérieur du pays devraient être des subventions ou des prêts concessionnels.

Au niveau structurel, parmi les défis majeurs qui empêchent le pays d'atteindre une croissance économique verte, inclusive et durable demeurent un climat des affaires peu propice et certains défis institutionnels. En effet, le pays occupe la 170<sup>ème</sup> place dans l'indice « Doing Business », et la dernière enquête conduite par Afrobarometer montre un manque de confiance de la population dans les institutions. Le niveau des inégalités est aussi alarmant, le coefficient de Gini étant à 56,3 en 2018, et en forte augmentation depuis le début des années 2000.

La coopération bilatérale entre l'UE et STP repose sur un partenariat à long terme visant à renforcer la gouvernance et la démocratie, à faciliter la transition verte et à promouvoir le développement humain.

Le premier domaine prioritaire du partenariat entre l'UE et le STP est « la gouvernance et la démocratie », qui porte sur le renforcement de la gouvernance, l'état de droit, la réforme judiciaire, la gestion des finances publiques et l'amélioration du climat des affaires. Cette priorité s'inscrit dans le cadre de l'ODD 16 « Paix, justice et institutions efficaces » et l'ODD 5 « Égalité entre les sexes ». Les priorités de l'UE sont en ligne avec la réforme judiciaire du Gouvernement, qui vise à i) à promouvoir l'état de droit et le principe de séparation des pouvoirs, ii) à renforcer la capacité du système judiciaire et iii) à assurer l'accès à la justice équitable pour tous et à lutter d'une manière plus efficace et efficiente contre la criminalité, en particulier la violence sexiste, les crimes sexuels et la corruption. Selon l'indice « Ibrahim Index of African Governance » (IIAG), en termes de gouvernance globale, STP est classé à la 12<sup>ème</sup> place parmi 52 pays africains. Néanmoins, l'indice montre une détérioration significative dans les domaines de l'état de droit et de la justice. Pour avoir des résultats tangibles dans ce domaine, l'UE coopère avec le Portugal et les bailleurs de fonds afin d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de la réforme de la justice.

La deuxième priorité de l'UE est liée à la « transition verte » qui est en ligne avec les objectifs de l'UE. Elle s'inscrit dans l'ODD 9 « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation », ODD 11 « Villes et communautés durables », ODD 7 « Énergies fiables, durables et modernes, à un coût abordable », ODD 8 « Travail décent et croissance économique », ODD 12 « Consommation et production responsables », ODD 13 « Lutte contre les changements climatiques » et ODD 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable ». L'UE appuie la révision du cadre législatif lié à la protection de l'environnement et de la biodiversité. Une grande partie de la législation existante doit être mise à jour et réglemantée, en particulier en ce qui concerne les déchets solides, la foresterie, l'extraction de granulats et l'environnement. Environ 3% de la superficie forestière a été perdue entre 2005 et 2015 en raison de la reconversion de l'utilisation des terres et de l'exploitation forestière illégale. Les déchets à proximité des centres urbains entraînent l'émission de produits toxiques dans l'atmosphère et la contamination des eaux souterraines et des cours d'eau.

L'UE appuie aussi le développement de chaînes de valeur durables qui présentent des avantages comparatifs pour le pays. Le programme existant de l'UE (11<sup>ème</sup> FED) dans le domaine agricole porte sur le renforcement des chaînes d'exportation agricole. Il promeut des pratiques agro-écologiques, l'amélioration des techniques d'irrigation et la mise en valeur les productions de cacao, poivre, café et coco. Ce programme phare pourrait être répliqué dans d'autres secteurs tels que la pêche, qui apporte une contribution importante à l'économie et à la sécurité alimentaire. La taille de la zone économique exclusive (ZEE) de STP est d'environ 165 000 km<sup>2</sup>. Les secteurs économiques bleus peuvent contribuer de manière significative à la croissance économique à long terme. L'UE et STP sont liés par un accord de partenariat de pêche durable depuis 2006. Le protocole de mise en œuvre pour la période 2019-2024 fixe une contribution annuelle de l'UE à hauteur de 840,000 EUR, dont la moitié est dédiée au développement du secteur de la pêche locale, au suivi et au contrôle des activités de pêche, et au développement d'une aquaculture durable. La mise à niveau des infrastructures portuaires à São Tomé et à Príncipe est nécessaire afin d'avoir des facilités qui permettent le débarquement des bateaux de pêche et la transformation des produits de la pêche, dans la mesure où l'étude des chaînes de valeur

confirmerait leur viabilité économique. Même si environ 5 500 personnes travaillent dans le secteur de la pêche, 30 000 personnes au total vivraient directement et indirectement du secteur de la pêche (soit l'équivalent de 15% de la population). La production de la pêche maritime nationale, estimée en 2016 à 11 688 tonnes, contribue en moyenne à environ 6% du PIB. La production représente près des deux tiers de la valeur ajoutée du secteur et la commercialisation le tiers et la valeur ajoutée créée par la transformation artisanale des produits de la pêche est seulement de 4%.

L'UE pourrait aussi contribuer au développement du tourisme durable et à la création d'emplois verts. Le tourisme représente 11% du PIB et avant la crise du COVID-19 a suivi une croissance significative. De plus, le tourisme pourrait contribuer à élargir les opportunités économiques des femmes. Le secteur est déjà intégré dans le développement du cacao (visites de fabriques de chocolat et visites guidées axées sur la production et les dégustations de chocolat). Une approche similaire pourrait être appliquée au développement d'autres chaînes de valeur agricoles ou pêche (pêche récréative, développement d'un tourisme lié aux communautés de pêche).

La troisième priorité de l'UE est le « développement humain ». Cette priorité est liée à l'ODD 11 « Villes et communautés durables » et à l'ODD 6 « Accès à l'eau propre et à l'assainissement », et contribue à l'ODD 5 « Égalité entre les sexes ». L'UE s'appuie sur les résultats de l'appui budgétaire 2016-2023 dans le domaine de l'eau et l'assainissement. En coopération étroite avec la BEI et autres bailleurs de fonds l'UE accompagne les autorités pour mettre à niveau leurs infrastructures de gestion de déchets et de distribution d'eau. Durant les dernières années, les ratios d'efficacité technique, commerciale et combinée sont très faibles et encore en deçà des objectifs de l'EMAE (l'entreprise étatique en charge de l'approvisionnement d'eau et d'électricité). Les insuffisances actuelles des systèmes d'eau potable, décriées par les consommateurs et reconnues par l'opérateur lui-même ne sont pas le résultat de la variabilité et du tarissement des sources, mais sont les conséquences d'une répartition inadéquate des ressources (absence ou insuffisance d'interconnexion), de la vétusté des réseaux, de l'inadéquation des étages de pression, des pertes, des gaspillages et des fraudes. L'amélioration de la gestion de l'EMAE à travers une assistance technique ainsi que le soutien aux projets d'investissements en partenariat avec les institutions financières internationales, notamment la BEI, sont des actions prioritaires.

Dans ce contexte, le Gouvernement de STP se propose de réaliser un projet de réhabilitation du système d'adduction de l'eau potable pour la ville de São Tomé et zones environnantes qui revêt un caractère urgent dans le contexte de la pérennité de ce secteur stratégique pour le pays.

A ce titre, l'UE et la BEI étudient la possibilité d'un accompagnement technique et financier à travers un prêt souverain de la BEI garanti par l'UE assorti d'un don de l'Union européenne (11<sup>ème</sup> FED), constituant un paquet concessionnel, afin de financer les investissements prioritaires dans le cadre de la première phase de la réhabilitation du système d'adduction de l'eau potable à la ville de São Tomé et zones environnantes ainsi qu'une assistance technique connexe pour la mise en œuvre du projet et le renforcement des capacités dans le secteur. Pour cette phase de réhabilitation, il est prévu d'intervenir au niveau du réseau de distribution et les respectives liaisons domiciliaires, son extension ainsi qu'améliorer les captations existantes, entre autre.

Cette intervention, qui d'après une étude de faisabilité s'inscrivant dans le cadre de la formulation de ce projet, permettra une amélioration considérable et l'accès régulier de l'eau potable non simplement à la population de la ville de São Tomé et zones environnantes, mais aussi à un grand nombre d'écoles et centres de santé.

Les trois priorités de l'UE sont complémentaires et interconnectées. Il sera nécessaire de garantir une forte appropriation par les autorités nationales ainsi qu'une volonté politique forte afin d'obtenir des résultats tangibles à long terme.

### **1.5. Durée du PIM et option de synchronisation**

Le PIM est défini pour la période 2021-2027. Une révision à moyen terme du document est envisagée pour 2024.

## **2. Soutien de l'UE par domaine prioritaire et proposition d'initiative « Equipe Europe »**

### **2.1. Domaine prioritaire 1 : Gouvernance et Démocratie**

*Ce domaine prioritaire contribue principalement aux ODD 1, 5, 8, 11, 16*

Les interventions dans ce domaine prioritaire se focaliseront sur l'amélioration de la gouvernance et la consolidation de l'état de droit en soutenant et en promouvant la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision. Pour atteindre ces objectifs il faudra appuyer un ensemble d'institutions essentielles pour garantir un développement économique durable et inclusif, notamment le système judiciaire (état de droit), les organisations de la société civile, les institutions budgétaires et les institutions économiques et financières. La complémentarité des interventions sera recherchée, afin d'en augmenter l'impact et l'effet transformatif sur le système de gouvernance dans son ensemble.

L'appui à la réforme et la modernisation du système judiciaire vise en particulier à mettre en place des mécanismes pour assurer la redevabilité des agents du système judiciaire et à garantir l'accès à la justice pour tous, tout en garantissant le droit à un procès équitable. Les interventions dans ce secteur visent à appuyer la mise en œuvre du Programme de Modernisation du Système de justice, adopté par le Gouvernement en décembre 2020. Au niveau de l'accès au système judiciaire, les interventions dans ce secteur seront focalisées sur la nécessité d'atteindre les communautés rurales et les groupes les plus vulnérables, qui restent souvent exclus du système à cause de la concentration des services de justice dans la capitale São Tomé. Par conséquent, cela nécessite de travailler au niveau des districts, ainsi qu'avec l'administration de la région autonome de l'île de Príncipe.

L'approche fondée sur les droits (*Rights-based Approach RBA*) et l'intégration de la dimension de genre guident toutes les interventions dans ce secteur. Qui plus est, des actions seront également prévues pour augmenter la capacité du système judiciaire à faire face à la violence domestique et basée sur le genre ; par ailleurs, des actions de sensibilisation visant les agents de justice pourront être prévues en ce qui concerne l'égalité de genre et le respect, la promotion et la protection des droits de l'homme. Enfin, la digitalisation des processus et des procédures sera appuyée, et cela afin de faciliter la gestion de l'information, la production de statistiques, la transparence, l'élimination de barrières géographiques et économiques à l'accessibilité du système judiciaire et l'articulation entre les différentes institutions qui composent le système, en recherchant l'interopérabilité entre les systèmes informatiques de gestion de l'information.

Le système de gestion des finances publiques montre aujourd'hui des faiblesses structurelles, qui doivent être adressées afin de garantir la discipline budgétaire globale, l'allocation stratégique des ressources financières de l'État et l'efficacité dans la provision de services publics. La transparence budgétaire est également faible, que ce soit en termes d'exhaustivité des documents budgétaires ou en termes de leur mise à disposition du public. Dans ce secteur les interventions porteront donc sur la transparence et les mécanismes de contrôle budgétaire, la participation citoyenne à l'élaboration, exécution et supervision du budget, ainsi que le renforcement des capacités dans d'autres départements ministériels sur ce même processus, la mobilisation de ressources internes et la gestion de la dette. En ce qui concerne la transparence et le contrôle budgétaire, un soutien spécifique sera accordé tant au contrôle externe du budget, en renforçant les capacités de la Cour des Comptes et du Parlement, qu'aux institutions chargées d'élaborer les rapports d'exécution du budget. En complément des interventions sur la transparence, des mécanismes pour garantir la participation citoyenne à la formulation, mise en œuvre et supervision du budget seront mis en place. Des plateformes de dialogue permanent entre les institutions et la société civile seront créées à travers des projets pilotes, et des actions de renforcement des capacités des organisations de la société civile seront aussi prévues, avec une attention particulière à l'inclusion dans ces processus participatifs des communautés moins représentées et des groupes les plus vulnérables. De la même façon, des actions de renforcement des capacités et de mise à jour des systèmes informatiques de gestion de l'information seront réalisées en ce qui concerne la gestion de la dette et la mobilisation des ressources internes, y compris, dans la mesure du possible, la mobilisation de ressources issues des taxes et droits verts. Les capacités et les outils de contrôle des risques fiscaux posés par les entreprises publiques seront renforcés, tout en apportant un appui au développement du système d'évaluation des projets d'investissements publics.

Dans le secteur de la gouvernance financière, l'objectif sera d'appuyer le développement du secteur privé local et d'améliorer le climat des affaires, en établissant des plateformes de dialogue entre le secteur public, le secteur privé et les autres parties prenantes, et en augmentant les opportunités d'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME). La digitalisation sera également encouragée, par exemple à travers l'introduction des services monétaires mobiles, qui peuvent représenter un catalyseur d'inclusion financière, étant donné que la plupart des consommateurs et des entrepreneurs reste à l'écart du système financier formel.

Les interventions dans les trois secteurs mentionnés contribueront à poser les bases pour stimuler le développement économique durable inclusif de STP, grâce à la consolidation de l'état de droit et à la modernisation des structures de gouvernance publique. En outre, des activités spécifiques de consolidation des institutions démocratiques et de lutte contre la corruption pourront être prévues.

Articulation au niveau régional/continental/thématique : cette priorité vient en complément du domaine prioritaire 2 de la programmation régionale pour l'Afrique Sub-Saharienne (gouvernance, paix et sécurité), en particulier en ce qui concerne la sécurité maritime et le renforcement de l'état de droit et de la gouvernance démocratique. L'Union européenne est un partenaire privilégié des pays et des structures régionales en charge de la lutte contre les activités maritimes illégales dans le Golfe de Guinée, notamment à travers son soutien au renforcement des capacités des diverses entités administratives concernées par la gestion et surveillance des activités qui ont lieu dans l'espace maritime de STP. En ce qui concerne l'état de droit et gouvernance démocratique, les actions d'appui à la modernisation du système judiciaire contribueront à aligner le cadre juridique national avec les normes internationales et à renforcer les capacités des acteurs du système judiciaire, en promouvant son indépendance, impartialité et efficacité.

Par ailleurs, la digitalisation sera une thématique transversale de cette priorité. Des synergies devront être recherchées avec le domaine prioritaire 4 de la programmation régionale (Numérique et science, technologie et innovation), afin de favoriser un accès inclusif et équitable aux outils numériques à travers l'amélioration des infrastructures de connectivité existantes.

<b>Risques</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Instabilité politique	Dialogue politique et échanges intensifiés entre la Délégation et les autorités au niveau technique
Faible capacité institutionnelle et manque d'appropriation au niveau national	Actions d'assistance technique ciblées sur des besoins identifiés lors de la formulation des programmes Échanges réguliers avec les bénéficiaires pour garantir leur engagement et compréhension de la logique des interventions
Infrastructures de connectivité inadéquates pour l'introduction d'outils digitaux et numériques dans l'administration publique	Analyse du contexte et identification de solutions digitales immédiatement applicables lors de la formulation des actions

### **2.1.1.Objectifs spécifiques liés au domaine prioritaire**

Les objectifs spécifiques poursuivis seront les suivants :

- OS 1.1 : Appuyer la réforme et la modernisation du système judiciaire (CAD 15130);
- OS 1.2 : Améliorer la gestion des finances publiques (CAD 15111 et 15114);
- OS 1.3 : Soutenir le développement du secteur privé local (CAD 25010).

### **2.1.2. Résultats escomptés par objectif spécifique**

Pour chacun des objectifs spécifiques, les principaux résultats escomptés seront :

OS 1.1 : Appuyer la réforme et la modernisation du système judiciaire (CAD 15130)

- ✓ RA 1.1.1 : L'accès à la justice et le droit à un procès équitable sont garantis;
- ✓ RA 1.1.2 : Des mécanismes pour garantir la redevabilité des agents de justice sont mis en place.

OS 1.2 : Améliorer la gestion des finances publiques (CAD 15111 et 15114)

- ✓ RA 1.2.1 : La transparence budgétaire est augmentée;
- ✓ RA 1.2.2 : Le cadre des politiques pour la mobilisation de ressources intérieures est actualisé.

OS 1.3 : Soutenir le développement du secteur privé local (CAD 25010)

- ✓ RA 1.3.1 : Des plateformes de dialogue entre le secteur public, le secteur privé, les syndicats et les autres parties prenantes sont mises en place.

### **2.1.3. Indicateurs (y compris les valeurs de référence et les cibles), par résultat escompté**

Cf. cadre de résultats en annexe.

### **2.1.4. Recours éventuel aux financements mixtes et aux garanties pour les investissements au titre du FEDD+**

Sous réserve de confirmation lors de la phase de mise en œuvre, un montant indicatif total de EUR 1 million pourrait être utilisé entre 2021 et 2024 pour provisionner des opérations de garanties du FEDD+, y inclus dans ce domaine prioritaire. L'Assistance technique dans le cadre du FEDD+ sera mobilisée pour appuyer les autorités dans la révision du cadre réglementaire d'investissements publics. Des études sectorielles sont soutenues, afin d'évaluer la mise en place de garanties pour soutenir le développement du secteur privé et des micro-entrepreneurs locaux. L'employabilité des femmes et des jeunes ainsi que la résilience au changement climatique sont des thématiques transversales prioritaires.

La digitalisation de l'administration publique, notamment dans le secteur de la justice et de la gestion des finances publiques pourra également être soutenue par des actions de mixage de fonds (*blending*), visant à favoriser les investissements publics dans ce domaine.

## **2.2. Domaine prioritaire 2 : Transition verte**

*Ce domaine prioritaire contribue principalement aux ODD 1, 2, 4, 7, 8, 12, 13, 15*

La stratégie d'intervention proposée dans ce domaine prioritaire vise à soutenir la mise en place d'un modèle de développement économique durable, qui soit capable d'adresser les questions environnementales les plus urgentes (lutte contre la dégradation de l'environnement, protection de la biodiversité, adaptation aux changements climatiques, réduction des risques de catastrophes) et en même temps de développer des secteurs économiques tels que l'agriculture, la pêche et l'aquaculture durables et le tourisme, qui ont le potentiel de créer des opportunités d'emploi dans l'économie formelle, surtout pour les jeunes, les femmes et les autres groupes vulnérables. Les interventions proposées porteront donc sur la protection de l'environnement, le développement de chaînes de valeur durables et de l'écotourisme, la création d'emplois verts et la production d'énergie à partir de sources renouvelables.

L'approche utilisée dans ce domaine d'intervention vise appuyer la révision du cadre politique et des structures de gouvernance environnementale et renforcer les capacités en matière de protection de la biodiversité et adaptation aux changements climatiques de toutes les parties prenantes, en favorisant la participation des communautés concernées aux processus décisionnels et aux structures de gestion des ressources naturelles et de réduction de risques de catastrophe. Des actions de sensibilisation seront aussi réalisées sur les effets négatifs de certaines pratiques, telles que la coupe incontrôlée des arbres (pour la production de charbon de bois, de bois de chauffage et de bois d'œuvre) ou l'extraction de matériaux inertes des plages, la pollution du littoral et des bassins versants.

L'appui fourni au développement de chaînes de valeur agricoles durables devra s'inscrire dans ce contexte, et il tiendra compte des enseignements tirés des analyses faites lors de la préparation et de la mise en œuvre du programme de développement des filières agricoles financé sur le 11<sup>ème</sup> FED, en adoptant une approche basée sur les principes de l'agroécologie, de l'agriculture intelligente face au climat et de la production biologique, ainsi qu'une approche paysage et agroforestier, qui permettra de stimuler la productivité agricole tout en garantissant la protection de la biodiversité et des forêts. Lorsque possible, l'introduction d'innovations technologiques sera promue afin d'augmenter la productivité, de réduire l'impact environnemental et climatique, de renseigner la gestion des risques de catastrophes et de favoriser la création d'emplois qualifiés. Des actions pour soutenir l'accès aux marchés internationaux des produits agricoles seront également réalisées, en soutenant la certification de la production d'exportation. Au même temps, la production pour la consommation locale sera aussi soutenue, afin de réduire la dépendance de STP de l'importation d'aliments et donc augmenter la sécurité alimentaire de la population conformément à la stratégie « Farm to Fork ».

Les mêmes considérations devront s'appliquer au secteur de la pêche, où l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques devra contribuer à la protection des écosystèmes marins et au développement d'une économie bleue durable, qui joue un rôle important pour la réalisation des objectifs du Pacte Vert. Le développement d'une économie bleue durable à STP aura un impact important en ce qui concerne la conservation et la protection de la biodiversité marine, ainsi que sur la résilience côtière. Dans ce sens, les initiatives promues pour le développement durable du secteur de la pêche seront en ligne avec le soutien fourni au secteur par l'Accord de Partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD), qui vise notamment à renforcer les capacités de surveillance des activités de pêche, améliorer les connaissances scientifiques sur les ressources halieutiques et soutenir le développement de la pêche artisanale et de l'aquaculture durable. En particulier, les synergies avec les activités d'amélioration de l'infrastructure de réception du port et de renforcement de la sécurité des activités de pêche seront recherchées.

La protection de la biodiversité sera aussi articulée au développement du tourisme. Le tourisme joue un rôle stratégique pour soutenir la croissance économique du pays et offrir des opportunités d'emploi aux jeunes et aux femmes de STP. En outre, le tourisme (avec l'exportation du cacao) contribue de manière substantielle aux réserves de change du pays, ce qui permet de réduire les risques d'instabilité macroéconomique. Le potentiel du tourisme est étroitement lié à la protection de la biodiversité de STP, et il sera donc nécessaire d'appuyer les investissements durables dans ce secteur, en favorisant le développement de l'écotourisme. Au même temps, des interventions seront prévues pour augmenter l'offre d'éducation et formation technique et professionnelle adaptée aux besoins du secteur (par exemple la formation des marins pêcheurs et qualification STCWF), ciblant en particulier les femmes et les jeunes et en promouvant les partenariats public-privé (PPP). Les programmes de formation professionnelle et continue seront complétés par des programmes concernant la mobilité des enseignants et des étudiants de l'enseignement supérieur, tels que Erasmus+ et le programme de mobilité universitaire Intra-Afrique.

Finalement, la transition vers la production d'énergie à partir de sources renouvelables sera soutenue, afin de contribuer à la décarbonisation de l'économie et à la réduction de la dépendance de STP de l'importation d'énergie fossile. Pour atteindre cet objectif, des études sectorielles et de faisabilité et des mécanismes d'appui institutionnels seront utilisées, en appuyant les institutions publiques en charge du secteur énergétique (par exemple l'EMAE, entreprise publique d'eau et électricité) et la réalisation d'activités préalables à l'identification de projets d'investissement dans le secteur des énergies renouvelables. Un projet de la BEI (avec une contribution de la Banque Mondiale) pour la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Contador est actuellement en cours, et servira de base pour poursuivre l'engagement de l'UE dans le secteur des énergies renouvelables.

Cette priorité, combinée à la priorité 3 ci-dessous, se veut transformatrice avec un impact direct sur le développement d'une économie verte au niveau local comme un vecteur d'emplois et de croissance, le tout dans une vision de durabilité et de réduction de la dégradation environnementale et des émissions de gaz à effet de serre.

De manière plus concrète l'action apportera un appui aux secteurs moteurs de la diversification économique « verte » à travers un soutien aux secteurs tels que l'écotourisme, l'agriculture et la pêche durable tout en incitant à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et ciblant un développement socio-économique local durable par et pour les communautés locales sur des territoires à haute valeur écologique.

Elle s'inscrit dans plusieurs priorités de la nouvelle Commission et des EM, notamment l'alliance pour la croissance durable et les emplois, le pacte vert.

Articulation au niveau régional/continental/thématique: cette priorité vient en complément du domaine prioritaire 3 de la programmation régionale pour l'Afrique Sub-Saharienne (Transition écologique). La protection de la biodiversité et de l'environnement, y compris des écosystèmes marins, et la promotion d'une transition vers une économie durable, qui intègre les principes de l'économie bleue et de l'économie circulaire, figurent parmi les objectifs de cette priorité. Des synergies devront être établies au niveau de la gestion durable des océans, des zones côtières, des bassins versants et des lacs (Océans - Golfe de Guinée), ainsi qu'avec la ligne thématique « Global Challenges ».

<b>Risques</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Faibles capacités et manque de coordination interinstitutionnelle et avec les bailleurs de fonds	Dialogue sur les politiques Appui aux actions de coordination dans le domaine de l'agriculture et de la protection de l'environnement
Faible capacité de l'administration nationale et locale pour la mise en œuvre des projets	Détection des faiblesses au cours de la formulation du programme Recherche de partenaires de mise en œuvre internationaux et appui à la création de PPP, et/ou délégation de fonds à des agences des EM ou organisations internationales Actions ciblées de renforcement des capacités Critère de sélection des territoires et institutions bénéficiaires sur la base de la valeur ajoutée et de la motivation
Faible participation du secteur privé aux initiatives de développement des chaînes de valeur et du tourisme durable	Promouvoir la formation de PPP Soutenir l'accès au financement des acteurs privés à travers des actions d'assistance technique

### **2.2.1.Objectifs spécifiques liés au domaine prioritaire**

Les objectifs spécifiques poursuivis seront les suivants :

- OS 2.1 : Promouvoir une approche intégrée pour la protection de l'environnement et le développement des chaînes de valeur durables (CAD 410, CAD 311);
- OS 2.2 : Promouvoir le développement du tourisme durable (CAD 332);
- OS 2.3 : Promouvoir la production d'énergie à partir de sources renouvelables (CAD 232).

### **2.2.2.Résultats escomptés par objectif spécifique**

Pour chacun des objectifs spécifiques, les principaux résultats escomptés seront :

OS 2.1 : Promouvoir une approche intégrée pour la protection de l'environnement et le développement des chaînes de valeur durables (CAD 410, CAD 311)

- ✓ **RA 2.1.1** : Les autorités nationales sont dotées des outils politiques et législatifs nécessaires pour mettre en œuvre une politique économique verte;
- ✓ **RA 2.1.2** : Les opportunités d'emplois durables dans le secteur agricole et dans le secteur de la pêche sont augmentées, ciblant particulièrement les femmes et les jeunes.

**OS 2.2** : Promouvoir le développement du tourisme durable et la création d'emplois verts (CAD 332)

- ✓ **RA 2.2.1** : La création d'emplois durables dans le secteur du tourisme est stimulée ;
- ✓ **RA 2.2.2** : La formation professionnelle de STP, complémentaire à l'éducation de base, a adapté ses filières aux besoins des acteurs du privé dans le secteur du tourisme, ciblant particulièrement les femmes et les jeunes.

**OS 2.3** : Promouvoir la production d'énergie à partir de sources renouvelables (CAD 232)

- ✓ **RA 2.3.1** : Le cadre politique pour la production d'énergie à partir de sources renouvelables est mis à jour.

### **2.2.3. Indicateurs (y compris les valeurs de référence et les cibles), par résultat escompté**

Cf. cadre de résultats en annexe.

### **2.2.4. Recours éventuel aux financements mixtes et aux garanties pour les investissements au titre du FEDD+**

Les instruments financiers du FEDD+ pourront être utilisés surtout pour faciliter les investissements dans le secteur de l'énergie, soit au moyen de financements mixtes soit au moyen de garanties à des investissements privés ou publics. Des partenariats entre l'UE, les institutions financières internationales, les autorités nationales et les entreprises privées seront nécessaires afin de réaliser de grands projets d'infrastructures.

Des garanties aux secteur privé pourraient aussi être prévues pour soutenir l'accès au financement d'entreprises dans les secteurs de l'écotourisme, agriculture et pêche, en donnant priorité à des projets ayant un fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes et les femmes. La BEI, qui s'est alignée sur l'accord de Paris sur le climat, s'est engagée à ce que 50% de ses activités soient liées à l'action climatique et est donc bien placée pour soutenir ce domaine.

La BEI pourrait notamment supporter, via des opérations de garantie ou de financement, le développement des institutions de microfinance qui jouent un rôle primordial dans l'inclusion financière des populations et microentreprises les plus pauvres (tels que les jeunes, les agriculteurs ou les femmes). Par ailleurs, les participations de la BEI dans des fonds d'investissements finançant les PME ou les projets climatiques pourraient ici également supporter divers projets sous ce domaine prioritaire.

Sous réserve de confirmation lors de la phase de mise en œuvre, un montant indicatif total de EUR 1 million pourrait être utilisé entre 2021 et 2024 pour provisionner des opérations de garanties du FEDD+, y inclus dans ce domaine prioritaire.

## **2.3. Domaine prioritaire 3 : Développement humain**

*Ce domaine prioritaire contribue principalement aux ODD 3, 5, 6, 11*

Le focus dans ce domaine prioritaire est fait sur l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène. L'approche proposée combine des interventions infrastructurelles, l'appui à la structure de gouvernance du secteur et des actions de sensibilisation de la population, ciblant en particulier les jeunes et les femmes et le lien existant entre l'eau et l'assainissement et la santé sexuelle et reproductive.

Les projets de modernisation de l'infrastructure à être réalisés seront définis en conformité avec les stratégies nationales existantes de développement du secteur de l'eau et assainissement. En ce qui concerne le réseau de distribution de l'eau potable, la priorité sera de contribuer à la modernisation et à l'extension du réseau, afin de réduire les fuites d'eau structurelles, augmenter la qualité de l'eau et assurer la fourniture d'eau domestique et agricole, notamment à travers le projet en cours de préparation avec la BEI, visant à moderniser le réseau de distribution de l'eau potable. En ce qui concerne les

structures d'assainissement, un focus sera fait sur l'accessibilité équitable des installations d'assainissement dans les établissements publics, en donnant priorité aux centres hospitaliers, aux établissements de soins publics et aux écoles. À cet égard, il sera essentiel de prévoir la mise en place d'installations d'assainissement dédiées aux femmes et aux personnes handicapées. Le réseau d'assainissement devra aussi être étendu de manière à couvrir les nécessités des communautés rurales.

La gouvernance du secteur sera également appuyée, à travers des actions de renforcement des capacités dédiés à tous les acteurs qui interviennent dans la gestion des ressources hydriques. Il faudra aussi favoriser la participation communautaire aux processus décisionnels et de gestion, en mettant en place des plateformes de dialogue permanent avec les autorités publiques. Un soutien sera aussi fourni aux mécanismes de coordination entre les différents acteurs qui interviennent dans l'eau et l'assainissement.

Finalement, les interventions infrastructurelles et d'appui à la gouvernance du secteur seront complétées par des campagnes éducatives et de sensibilisation au niveau communautaire, visant à améliorer les connaissances en terme d'eau et assainissement et en mettant l'accent sur les bénéfices qu'un système d'eau et assainissement de qualité a sur la santé sexuelle et reproductive.

Les interventions dans ce secteur permettront d'avoir un impact positif sur le niveau de développement durable de STP, en améliorant notamment la performance du pays dans des aspects tels que la santé publique, la prévention de la dégradation environnementale, la correcte gestion des ressources hydriques et le respect des droits des femmes.

Articulation au niveau régional/continental/thématique : cette priorité vient en complément du domaine prioritaire 1 de la programmation régionale pour l'Afrique Sub-Saharienne (développement humain). En particulier, des synergies pourront être établies dans le cadre des actions de sensibilisation en matière de santé sexuelle et reproductive, en promouvant la participation des institutions et des organisations de la société civile de STP à des actions régionales qui visent à créer un environnement juridique, politique et sociétal favorisant la protection des droits des femmes.

<b>Risques</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Investissements inadéquats sur l'amélioration des infrastructures d'assainissement	Dialogue sur la politique sectorielle et dialogue politique Suivi de la mise en œuvre de Stratégie Participative pour l'eau et assainissement et de la stratégie spécifique pour l'assainissement <sup>3</sup>
Faiblesse institutionnelle et engagements financiers de l'État insuffisants	Actions ciblées de renforcement des capacités Facilitation du dialogue et coordination interinstitutionnelle Dialogue sur la politique sectorielle et dialogue politique
Engagement limité dans les activités liées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs	Sensibilisation et participation des OSC au dialogue politique

### **2.3.1.Objectifs spécifiques liés au domaine prioritaire**

L'objectif spécifique poursuivi sera le suivant :

- OS 3.1 : Améliorer l'accès durable de la population à l'eau potable et à l'assainissement sous des conditions environnementales soutenables (CAD 140).

<sup>3</sup> La formulation des deux stratégies est actuellement en cours.

### **2.3.2. Résultats escomptés par objectif spécifique**

Pour cet objectif spécifique, les principaux résultats escomptés seront :

**OS 3.1** : Améliorer l'accès durable et équitable de la population à l'eau potable et à l'assainissement (CAD 140)

- ✓ **RA 3.1.1** : Les réseaux et les dispositifs de base pour la distribution de l'eau potable sont étendus et modernisés;
- ✓ **RA 3.1.2** : Les réseaux et les dispositifs de base pour l'assainissement sont étendus et leur accessibilité est améliorée;
- ✓ **RA 3.1.3** : Des actions éducatives et de sensibilisation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ciblant en particulier les femmes et les jeunes sont réalisées.

### **2.3.3. Indicateurs (y compris les valeurs de référence et les cibles), par résultat escompté**

Cf. cadre de résultats en annexe.

### **2.3.4. Recours éventuel aux financements mixtes et aux garanties pour les investissements au titre du FEDD+**

Sous réserve de confirmation lors de la phase de mise en œuvre, un montant indicatif total de EUR 1 million pourrait être utilisé entre 2021 et 2024 pour provisionner des opérations de garanties du FEDD+, y inclus dans ce domaine prioritaire.

Les outils financiers du FEDD+ pourront être utilisés pour faciliter les investissements dans les interventions infrastructurelles dans le secteur de l'eau et assainissement, notamment en ce qui concerne l'extension et la modernisation du réseau de distribution de l'eau et l'amélioration des infrastructures pour la gestion des déchets. Les instruments les plus efficaces pourraient être le mixage de fonds (*blending*) et la concession de garanties souveraines, tout en tenant compte du niveau d'endettement du pays et des actions de restructuration de l'EMAE (entreprise publique d'eau et électricité). Des actions d'assistance technique pourraient également être mobilisées pour réaliser des études de faisabilité financière des projets identifiés par les autorités nationales.

## **2.4. Proposition d'initiative « Equipe Europe » pays**

Sur la base de notre dernier dialogue et évaluation par pays, nous proposons une initiative « Gouvernance EQUIPE EUROPE » avec le Portugal qui se concentrera sur le secteur de la justice et la gestion des finances publiques, pour soutenir l'amélioration de la capacité de l'État à remplir sa mission de prestation de services, tout en fournissant aux citoyens les outils leur permettant de demander des comptes au Gouvernement. Les interventions dans le secteur de la justice appuieront la mise en œuvre du Programme de Modernisation du Système de Justice, adopté par le Gouvernement en décembre 2020, et qui intègre une forte composante de digitalisation des services de justice. La gestion des finances publiques sera également soutenue, sur la base du dialogue et des interventions déjà en cours dans le contexte du programme d'appui budgétaire pour le secteur de l'eau et assainissement (11<sup>ème</sup> FED), en soutenant la mise en œuvre du plan d'action de la réforme des finances publiques. Dans l'ensemble, la digitalisation et l'engagement des jeunes et des femmes devront être des thèmes transversaux.

Par cette initiative, nous aurons pour principal objectif de renforcer la capacité de l'État à améliorer la gouvernance en fournissant des services de manière plus efficace et transparente dans le domaine de la justice et de la gestion des finances publiques.

L'initiative est conforme à la priorité de la Commission européenne concernant la promotion des valeurs fondamentales de l'UE, car elle contribue au renforcement de l'état de droit dans le cadre du volet « réforme de la justice ». En outre, elle visera à renforcer les partenariats dans le domaine de la transformation numérique et de la gouvernance, conformément aux principales priorités de la nouvelle stratégie globale de l'UE à l'égard de l'Afrique.

Les principaux résultats escomptés dans les secteurs de la gouvernance électronique et de la justice seront les suivants:

- Renforcement de la responsabilité du système judiciaire;

- Amélioration de l'accessibilité du système judiciaire, notamment grâce à l'utilisation d'outils d'administration en ligne;
- Une transparence et une responsabilité accrues dans la fourniture des services publics, grâce à la transformation numérique.

Les travaux dans le domaine de la réforme de la justice s'appuieront sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent dans le cadre du « Projeto de Apoio à Consolidação do Estado de Direito » (PACED), un projet financé dans le cadre du programme régional UE/PALOP-TL.

Aussi, cette initiative Equipe Europe, avec pour la caractéristique de compter sur la participation et contribution du Portugal, viendra compléter le domaine prioritaire 1 du PIM, en abordant les problématiques suivantes :

- Renforcer la responsabilité du secteur de la justice;
- Soutenir la réforme à long terme de la justice, y compris l'octroi d'avantages immédiats aux plus vulnérables en termes d'amélioration de l'accès à la justice;
- Renforcer les mécanismes civils de participation, de surveillance et de contrôle. Il s'agira notamment de soutenir des institutions publiques telles que le Parlement; Société civile; Médias; et des établissements universitaires et des groupes de réflexion sur les politiques et la recherche;
- Renforcer la participation des citoyens, en mettant particulièrement l'accent sur une plus grande participation des jeunes et des femmes – cela suppose de renforcer les capacités de ces acteurs, dans des secteurs clés/cibles qui doivent être identifiés. Enfin, ce soutien vise à renforcer un modèle de gouvernance commun et intégré ainsi qu'un environnement de participation accrue des communautés et de la société civile, en promouvant une culture de plus grande justice sociale et de cohésion territoriale;
- Améliorer l'accès à la justice, notamment en ce qui concerne la violence à l'égard des femmes, qui semble être la forme de violation des droits de l'homme la plus répandue dans le pays (trouver des moyens innovants et créatifs pour y parvenir, qui examineraient les moyens de briser les croyances et pratiques traditionnelles/ culturelles préjudiciables).

Notre soutien tiendra également compte de l'incidence à court, moyen et long terme de la COVID-19 sur le fonctionnement du système judiciaire. Une attention particulière sera accordée à certains groupes, y compris les femmes et les enfants, exposés au risque de violences domestiques.

L'initiative proposée offre une véritable approche « Equipe Europe », notamment en s'appuyant sur l'acquis des appuis en cours et passés du Portugal dans le domaine de la réforme de la justice et du programme UE/PALOP-TL/PACED, ainsi que dans le domaine de l'appui à la gestion des finances publiques, notamment en ce qui concerne la stabilité monétaire et macroéconomique de São Tomé-et-Príncipe. Le TAIEX et le jumelage (*twinning*) pourront être utilisés pour soutenir des actions d'assistance technique dans les deux domaines.

Cette initiative sur la gouvernance consolidera la position de l'UE et de ses États membres dans ce domaine en tant que principaux partenaires de STP pour les 5 à 7 ans à venir.

La contribution du PIM STP à la mise en œuvre de l'initiative « Gouvernance EQUIPE EUROPE » se fera principalement à travers le domaine prioritaire 1 (Gouvernance et démocratie) et la Facilité de coopération. Pour la 1<sup>ère</sup> période 2021-2024 du PIM STP la contribution financière de l'UE est estimée à environ 2 M EUR. La contribution indicative de l'UE à cette initiative est soumise à la confirmation d'une contribution suffisante des autres partenaires dès que possible. En l'absence de confirmation, la contribution indicative de l'UE pourra être redéployée en fonction des domaines prioritaires du PIM et de leurs allocations respectives. L'obligation pour l'Union et les États membres de coordonner leurs politiques de développement sur la base d'initiatives de la Commission en la matière, conformément à l'article 210 TFUE, reste toujours d'application. La stratégie pluriannuelle de coopération 2021-2025 du Portugal étant en préparation, la contribution financière de l'EM sera confirmée rapidement.

### **3. Mesures d'appui**

#### **3.1. Mesures en faveur de la société civile**

Il convient de rappeler que c'est surtout dans les années 1990 que les organisations de la société civile (OSC) ont commencé à s'organiser à São Tomé-et-Príncipe. Actuellement, il existe un grand nombre d'Organisations Non Gouvernementales (ONGs), d'organisations professionnelles et de groupes d'entrepreneurs ou d'organisations corporatives, ainsi que des syndicats. Il faut alors reconnaître la réalité très diversifiée de la SC à STP: une grande majorité d'organisations font face à des défis tels que la faible institutionnalisation de leurs structures, dont le fonctionnement repose principalement sur le travail des bénévoles, la dépendance totale vis-à-vis des financements des agences internationales, la difficulté à trouver des partenaires d'action et à impliquer les pouvoirs publics, et la non spécialisation des domaines d'intervention. Cependant, il existe aussi des organisations qui ont des équipes techniques, une bonne expérience en gestion de projet, une spécialisation dans des domaines thématiques et des partenariats nationaux et internationaux solides. Aussi, il faut noter que les ONG représentent un véritable partenaire des autorités nationales et des communautés locales. Or, dans un contexte de faiblesse générale des institutions nationales et locales, elles finissent par remplacer l'État dans des nombreux secteurs, notamment en ce qui concerne la fourniture de services essentiels de qualité et dans la lutte contre la pauvreté.

Dans ce cadre, trois priorités globales avec une vision à long-terme ont été identifiées et constituent la Feuille de Route de l'engagement de l'UE avec la société civile pour la période 2019-2022 :

1. La SC est un acteur reconnu dans les processus de gouvernance démocratique;
2. La SC contribue de forme efficace aux processus de politique de développement national;
3. La société civile contribue à une croissance économique inclusive et au développement de l'économie verte.

En ce qui concerne spécifiquement la priorité 1 et 2, l'UE veut contribuer à : (i) renforcer les capacités d'intervention et de gestion des OSC engagées dans les secteurs de droits de l'homme, gouvernance démocratique, tout en promouvant leur apport à la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision, à la surveillance du déroulement pacifique du processus électoral, ainsi que le monitoring et promotion des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et aux violences de genre.

En ce qui concerne spécifiquement la priorité 3, l'UE veut contribuer à : (i) renforcer les capacités des OSC engagées dans le secteur, aussi bien sur certaines thématiques (développement, changement climatique, gestion durable des ressources naturelles, etc.) qu'au niveau fonctionnel (formulation et gestion de projets, suivi/évaluation, gestion interne, lobbying et dialogue avec les acteurs publics et privés) ; (ii) concrétiser un espace de dialogue inclusif et des structures d'accompagnement concernant les politiques sectorielles ciblés de la formation professionnelle, développement économique, environnement et genre ; (iii) renforcer le rôle des OSC dans la gestion durable des ressources naturelles, dans la protection de l'environnement et la gouvernance climatique.

#### **3.2. Facilité de coopération**

Une facilité de coopération pourra être utilisée dans les domaines suivants :

- Soutenir le développement des capacités et le renforcement des institutions dans des domaines politiques que l'UE pourrait considérer comme majeurs, mais qui ne sont pas couverts par les priorités de cette programmation, notamment au moyen d'assistances techniques et d'échanges d'expertise publique, tels que TAIEX et le jumelage (*twinning*), dans les domaines spécifiques de la promotion et protection de droits de l'homme, de la promotion de processus électoraux pacifiques, crédibles, inclusifs et transparents et de la prévention et atténuation des violences liées aux élections ainsi que de la lutte contre la corruption, le blanchiment et la fraude fiscale;
- Appuyer les dialogues stratégiques: événements, conférences, études, bourses, plateformes d'échange pour soutenir les dialogues sectoriels débouchant sur des réformes politiques et l'engagement avec les gouvernements et d'autres parties prenantes;

- Faciliter la programmation conjointe et/ou la coordination entre l'UE, ses Etats membres et les institutions financières européennes de développement au niveau du pays;
- Soutenir la participation du pays aux programmes de l'UE et la coopération avec les agences de l'UE, le cas échéant;
- Financer des actions de communication en termes de diplomatie publique visant à instaurer la confiance et la compréhension mutuelle avec les principaux publics cibles et les partenaires. La « public diplomacy » engage et responsabilise les acteurs clés et encourage et mobilise les réseaux d'influenceurs et de partenaires potentiels dans les domaines prioritaires comme les défis mondiaux tels que la pandémie de COVID-19 ou le changement climatique, le multilatéralisme, la promotion des valeurs et principes de l'UE, les droits fondamentaux et les droits de l'homme. Cette action contribuera également à améliorer la compréhension et la visibilité à grande échelle de l'UE et de ses priorités sur la scène mondiale. Ce renforcement de la compréhension de l'UE et de ses valeurs et priorités se développera parmi les générations futures par l'étude, la recherche, l'enseignement et le débat ainsi que la diplomatie culturelle, notamment avec un soutien à l'organisation de festivals du cinéma européen en tant qu'espaces de dialogue interculturel;
- Soutenir la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation de la coopération de l'UE, y compris au moyen d'assistances techniques.

#### 4. Aperçu financier

Bien que la durée de ce MIP soit de sept ans, les dotations indicatives pour São Tomé-et-Príncipe et pour chacun des domaines prioritaires et mesures d'appui figurant dans le tableau ci-dessous ne sont fournies que pour la période 2021-2024. Les dotations indicatives pour la période 2025-2027, ainsi que la modification éventuelle d'autres éléments substantiels du présent MIP, feront l'objet d'une décision de l'UE. Cette décision devrait être précédée d'un examen de la mise en œuvre du présent MIP, qui devrait inclure un dialogue avec les autorités et les autres parties prenantes de São Tomé-et-Príncipe.

#### Allocations financières indicatives pour 2021-2024

	EUR Million	% of total
1. Gouvernance et démocratie	1,95	15,0%
2. Transition verte	3,90	30,0%
3. Développement humain	5,85	45,0%
Mesures d'appui	1,30	10,0%
<b>TOTAL pour la période initiale*</b>	<b>13,00</b>	<b>100,0%</b>

\* Sous réserve de confirmation lors de la phase de mise en œuvre, il est envisagé que sur le montant total de 13 millions EUR, un montant indicatif de 1 million EUR puisse être utilisé entre 2021 et 2024 pour approvisionner les garanties FEDD+.

#### Pièces jointes

1. Cadre de résultats
2. Matrice des donateurs montrant les dotations indicatives actuelles par secteur

## 1. CADRE DE RESULTATS DU PROGRAMME INDICATIF MULTIANNUEL SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE 2021-2027

Domaine prioritaire 1 : Gouvernance et démocratie					
					
SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
OS1.1 Appuyer la réforme et la modernisation du système judiciaire (CAD 15130)	RA 1.1.1 L'accès à la justice et le droit à un procès équitable sont garantis	<b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b>			
		1.1.1.a) Nombre de juges (hommes/femmes ; zone urbaine/rurale) par 10 000 habitants (EU RF justice)	1.1.1.a) À définir	1.1.1.a) À définir	M&E projets
		1.1.1.b) Nombre de personnes ayant reçu une représentation publique gratuite (hommes/femmes, âge, handicap et type d'affaire: civil, pénal ou administratif) (EU RF justice)	1.1.1.b) À définir	1.1.1.b) À définir	Rapports du Ministère de la Justice, de l'Administration Publique et des Droits de l'Homme
		1.1.1.c) État de droit (indicateur en centile)	1.1.1.c) 25.96	1.1.1.c) 30	<a href="#">Banque Mondiale – World Wide Governance Indicators</a>
		1.1.1.d) Nombre d'affaires de violations des droits de l'homme, y compris de violences basées dans le genre et sexuelles, portées devant les tribunaux (EU RF justice)	1.1.1.d) À définir	1.1.1.d) À définir	

SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
	RA 1.1.2 Des mécanismes pour garantir la redevabilité des agents de justice sont mis en place	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b></p> <p>1.1.2.a) Voix et redevabilité (indicateur en centile)</p> <p>1.1.2.b) Nombre de sanctions prononcées contre des juges et des procureurs (ventilé par type de sanctions) (EU RF justice)</p> <p>1.1.2.c) Nombre de sanctions prononcée contre des avocats (ventilé par type de sanctions) (EU RF justice)</p>	<p>1.1.2.a) 59.61 en 2019</p> <p>1.1.2.b) À définir</p> <p>1.1.2.c) À définir</p>	<p>1.1.2.a) 60</p> <p>1.1.2.b) À définir</p> <p>1.1.2.c) À définir</p>	<p>M&amp;E projets</p> <p>Rapports du Ministère de la Justice, de l'Administration Publique et des Droits de l'Homme</p> <p><a href="#">Banque Mondiale – World Wide Governance Indicators</a></p>
OS 1.2 Améliorer la gestion des finances publiques (CAD 15111 et 15114)	RA 1.2.1 La transparence budgétaire est augmentée	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b></p> <p>1.2.1.a) La documentation budgétaire annuelle comprends les quatre éléments de base<sup>4</sup> (PEFA, PI-5)</p> <p>1.2.1.b) Les quatre éléments d'information budgétaires de base<sup>5</sup> sont publiés et accessibles au public (PEFA, PI-9)</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p>	<p>1.2.1.a) 1 (PEFA 2019)</p> <p>1.2.1.b) 1 (PEFA 2019)</p> <p>1.2.1.c) À définir</p>	<p>1.2.1.a) Min. 4</p> <p>1.2.1.b) Min. 4</p> <p>1.2.1.c) À définir</p>	<p>Rapport d'évaluation PEFA (1.2.1.a, b)</p> <p>1.2.1.c) À définir</p>

<sup>4</sup> Les quatre éléments étant (i) prévisions du déficit ou excédent budgétaire de l'exercice, (ii) résultats budgétaires de l'exercice précédent, (iii) budget de l'exercice en cours, (iv) données budgétaires agrégées pour les principales rubriques de classification utilisées (recettes et dépenses) concernant l'exercice en cours et le précédent.

<sup>5</sup> Les quatre éléments étant (i) projet de budget annuel préparé par l'exécutif, (ii) budget adopté, (iii) rapports en cours d'exercice sur l'exécution du budget, (iv) rapport d'exécution annuel du budget.

SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
		1.2.1.c) Nombre de pays soutenus par l'UE pour renforcer la mobilisation des recettes, la gestion des finances publiques et / ou la transparence budgétaire (ODD 17.1.1 - EU RF 2.30)			
	RA 1.2.2 Le cadre des politiques pour la mobilisation de ressources intérieures est actualisé	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b></p> <p>1.2.2.a) Recettes total du Gouvernement, par source (% PIB) (ODD 17.1.1 - EU RF 1.31)</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>1.2.2.b) Nombre de pays soutenus par l'UE pour renforcer la mobilisation des recettes, la gestion des finances publiques et / ou la transparence budgétaire (ODD 17 - EURF 2.30)</p>	<p>1.2.2.a) 15.3% (2020, FMI)</p> <p>1.2.2.b) À définir</p>	<p>1.2.2.a) Min. 19%</p> <p>1.2.1.b) À définir</p>	<p>1.2.1.a) Rapport d'évaluation PEFA/TADAT - Rapport FMI</p> <p>1.2.1.b) À définir</p>
OS 1.3 Soutenir le développement du secteur privé local (CAD 25010)	RA 1.3.1 Des plateformes de dialogue entre le secteur public, le secteur privé, les syndicats et les autres parties prenantes sont mis en place	<p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>1.3.1. a) Nombre de politiques publiques/lois/règlements/régulations élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile, secteur privé, syndicats et autres parties prenantes grâce au soutien de l'UE</p> <p>1.3.1.b) Nombre de réunions/ateliers avec les parties prenantes portant sur le développement du secteur privé organisé avec le soutien de l'UE</p>	<p>1.3.1. a) 0</p> <p>1.3.1.b) 0</p>	<p>1.2.1.a) À définir</p> <p>1.3.1.b) À définir</p>	M&E projets

## Domaine prioritaire 2 : Transition verte



SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
OS2.1 Promouvoir une approche intégrée pour la protection de l'environnement et le développement des chaînes de valeur durables (CAD 410 et 311)	RA.2.1.1. Les autorités nationales sont dotées des outils politiques et législatifs nécessaires pour mettre en œuvre une politique économique verte	<b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b>			
		2.1.1.a) Zones d'écosystèmes terrestres sous protection avec le soutien de l'UE (ha) (ODD 15 - EU RF 2.23)	2.1.1.a) 0 <sup>6</sup>	2.1.1.a) 37 589	Rapport Direction Générale environnement
		2.1.1.b) Zones d'écosystèmes terrestres sous gestion durable avec le soutien de l'UE (ha) (ODD 15 - EU RF 2.23)	2.1.1.b) 0	2.1.1.b) 7 958	Rapport Direction du Plan du Ministère de l'Agriculture
		2.1.1.c) Zones d'écosystèmes marines sous protection avec le soutien de l'UE (ha) (ODD 15 - EU RF 2.23)	2.1.1.c) 0 <sup>7</sup>	2.1.1.c) 2.922	M&E projets
		2.1.1.d) Nombre de petits agriculteurs bénéficiaires d'interventions soutenues par l'UE visant à accroître leur production durable, leur accès aux marchés et/ou leur sécurité foncière (ODD 2 - EU RF 2.3)	2.1.1.d) 0		World Bank - WDI <a href="#">Banque Mondiale – Doing Business</a>

<sup>6</sup> Superficie des Parcs Naturelles Obô (Île de São Tomé et Île de Príncipe) = 31 481 ha

<sup>7</sup> Actuellement sous protection = 922 ha

SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
		<p>2.1.1.e) Écosystèmes agricoles, forestiers et pastoraux où des pratiques de gestion durable ont été introduites avec le soutien de l'UE (ha) (ODD 2 - EU RF 2.4)</p> <p>2.1.1.f) Classement « Doing Business »</p>	<p>2.1.1.e) 0</p> <p>2.1.1.f) 170<sup>ème</sup> place en 2020</p>	<p>2.1.1.d) À définir</p> <p>2.1.1.e) À définir</p> <p>2.1.1.f) 160<sup>ème</sup></p>	
	<p>RA 2.1.2. Les opportunités d'emplois durables dans le secteur agricole et dans le secteur de la pêche sont augmentées, ciblant particulièrement les femmes et les jeunes</p>	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impact</u></b></p> <p>2.1.2.a) Contribution de l'Agriculture et la pêche au PIB (% PIB)</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>2.1.2.b) Nombre d'emplois durables (hommes/femmes) créés avec le soutien de l'UE dans le secteur de l'agriculture et de la pêche. Nombre de jeunes formés aux métiers de la Mer, marins qualifiés STCWF (ODD 8 - EU RF 2.11)</p>	<p>2.1.2.a) 12.5% (2019)</p> <p>2.1.2.b) 0</p>	<p>2.1.2.a) À définir</p> <p>2.1.2.b) À définir</p>	<p>World Bank - WDI</p> <p>M&amp;E projets</p>

SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
OS 2.2 Promouvoir le développement du tourisme durable et la création d'emplois verts (CAD 332)	RA 2.2.1. La création d'emplois durables dans le secteur du tourisme est stimulée	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impact</u></b></p> <p>2.2.1.a) Tourisme International, rentrées (% des exportations totales) 2.2.1.b) Contribution au PIB du tourisme et des voyages (% du PIB)</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>2.2.1.c) Nombre d'emplois durables créés dans le secteur du tourisme avec le soutien de l'UE, ventilé par genre et âge (ODD 8 - EU RF 2.11) - Niveau 2</p>	<p>2.2.1.a) 73.1% (WDI 2019)</p> <p>2.2.1.b) 27.4%</p> <p>2.2.1.c) 0</p>	<p>2.1.2.a) À définir</p> <p>2.2.1.b) À définir</p> <p>2.2.1.c) À définir</p>	<p>World Bank - WDI</p> <p><a href="#">KNOEMA</a></p> <p>M&amp;E projets</p>
	RA 2.2.2. La formation professionnelle de STP a adapté ses filières aux besoins des acteurs du privé dans le secteur du tourisme, ciblant particulièrement les femmes et les jeunes	<p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>2.2.2.a) Nombre de personnes (hommes/femmes ; âge) ayant bénéficié d'actions d'Education et Formation Professionnelle/de développement des compétences soutenues par l'UE, ventilé par genre et âge (ODD 8 - EURF 2.15)</p> <p>2.2.2.b) Nombre de personnes (hommes/femmes ; étudiants, jeunes entrepreneurs et enseignants) qui ont bénéficié des programmes régionaux tels que ERASMUS+ et la Mobilité Intra-ACP</p> <p>2.2.2.c) Nombre d'institutions bénéficiaires des programmes régionaux tels que ERASMUS+ et mobilité universitaire intra-ACP</p>	<p>2.2.2.a) 0</p> <p>2.2.2.b) 13 étudiants/enseignants en 2020 (ERASMUS+);</p> <p>2.2.2.c) 2 institutions et 7 projets ERASMUS+</p>	<p>2.2.2.a) Min. 250</p> <p>2.2.2.b) au moins 13 par an</p> <p>2.2.2.c) au moins 2 par an</p>	<p>M&amp;E projets</p> <p>EAC ; EACEA ; Commission Européenne</p>

SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
OS 2.3 Promouvoir la production d'énergie à partir de sources renouvelables (CAD 232)	RA 2.3.1. Le cadre politique pour la production d'énergie à partir de sources renouvelables est mis à jour	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b></p> <p>2.3.1.a) Proportion d'énergie renouvelable dans la consommation finale totale d'énergie (ODD 7.2.1 - EU RF 1.12)</p> <p>2.3.1.b) Productivité de l'eau, total (PIB en dollars US constants 2010 par mètre cube du total des prélèvements d'eau douce)</p> <p>2.1.1.c) Crédit intérieur fourni au secteur privé par les banques (% du PIB)</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>2.3.1.d) Émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées (tonnes d'équivalent CO2) avec le soutien de l'UE (ODD 13 - EU RF 2.21)</p>	<p>2.3.1.a) 42,3%<sup>8</sup></p> <p>2.3.1.b) 6.5 en 2017</p> <p>2.3.1.c) 21% en 2019</p> <p>2.3.1.d) 0</p>	<p>2.3.1.a) Min. 50%</p> <p>2.3.1.b) 7</p> <p>2.3.1.c) 35%</p> <p>2.3.1.d) GHG reduction official target for 2030.</p>	M&E projets

<sup>8</sup> Inclue l'énergie issue de la biomasse. Source : Energias Renováveis e Eficiência Energética em São Tomé e Príncipe. Relatório Nacional do Ponto de Situação (Novembro 2020) - <https://www.aler-renovaveis.org/contents/files/aler-relatorio-stp-nov2020.pdf>

## Domaine prioritaire 3 : Développement humain



SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
OS 3.1. Améliorer l'accès durable et équitable de la population à l'eau potable et à l'assainissement (CAD 140)	RA 3.1.1 Les réseaux et les dispositifs de base pour la distribution de l'eau potable sont étendus et modernisés	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b></p> <p>3.1.1.a) Proportion de la population utilisant des services de distribution de l'eau potable gérés en toute sécurité (ODD 6.1.1 - EU RF 1.9)</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> <p>3.1.1.b) Nombre de bénéficiaires ayant accès à de sources d'eau potable améliorées avec le soutien de l'UE (ODD 6 - EU RF 2.8)</p>	3.1.1.a) 89.2% (MICS 2019 <sup>9</sup> )	3.1.1.a) Min. 92%	<p>Statistiques INE (Institut National Statistiques - Rapport MICS)</p> <p>Rapport Annuel EMAE</p> <p>Rapport projet BEI</p>
	RA 3.1.2 Les réseaux et les dispositifs de base pour l'assainissement sont étendus et leur accessibilité est améliorée	<p><b><u>Niveau 1 - Effets/impacts</u></b></p> <p>3.1.2.a) Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité (ODD 6.1.2 - EU RF 1.10) - Niveau 1</p> <p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p>	3.1.2.a) 50.1% (MICS 2019)	3.1.2.a) Min.55%	<p>Statistiques INE (Institut National Statistiques - Rapport MICS)</p> <p>3.1.2.b) À définir</p>

<sup>9</sup> São Tomé e Príncipe - Inquérito aos indicadores múltiplos 2019. Relatório dos resultados do inquérito (Dezembro 2020) - [https://mics.unicef.org/news\\_entries/184/JUST-RELEASED:-SAO-TOME-AND-PRINCIPE-2019-DATASETS-AND-SURVEY-FINDINGS](https://mics.unicef.org/news_entries/184/JUST-RELEASED:-SAO-TOME-AND-PRINCIPE-2019-DATASETS-AND-SURVEY-FINDINGS)

SOUS-OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR PROGRES	LIGNE DE BASE	CIBLE	SOURCE DE VERIFICATION:
		3.1.2.b) Nombre de bénéficiaires ayant accès à de meilleures sources installations sanitaires avec le soutien de l'UE (ODD 6 - EU RF 2.8) - Niveau 2			Rapport annuel MOPIRNA (Ministère Travaux Publics, Infrastructure, Ressources Naturelles et Environnement)
	RA 3.1.3. Des actions de sensibilisation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ciblant en particulier les femmes et les jeunes sont réalisées	<p><b><u>Niveau 2 - Contribution UE</u></b></p> 3.1.3.a) Nombre de personnes ayant bénéficié d'actions de sensibilisation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ventilé par genre et âge avec le soutien de l'UE	3.1.3.a) 0	3.1.3.a) Min. 3 000	M&E projets  Rapport annuel MOPIRNA

## 2. MATRICES DES DONATEURS

DONOR MATRIX SÃO TOMÉ AND PRINCIPE												
No	Title of the project	Leading organisation/s	Partner/s of the project	DAC 5 CODE (Sector)	Type (Regional/National)	Budget (USD)	Budget (EUR)	Sources of funding (GEF, Own resources, EU funding...)	Type of funding (subsidies, private sector/sovereign loans, debt restructuring, blending...)	Implementation period (dates)	Main objective/s of the project	Disbursements in 2020 (amount in EUR), if any
1	Establishment of a permanent information management and data collection system on the smallholder's registry and production and marketing of agricultural products	WFP	Ministry of Agriculture	310 Agriculture, Forestry, Fishing	National	USD 100,000	EUR 82,706	2030 FUND	WFP seed funding	09.2020 - ONGOING	Create an information management and data collection system that can be regularly updated with the smallholder farmers related information and with accurate and reliable information on the production and marketing of agricultural products,	USD 20,000

											including market prices variation	
2	Territorial diagnosis and smallholders capacity needs assessment	WFP	Ministry of Agriculture	310 Agriculture, Forestry, Fishing	National	USD 70,000	EUR 57,894	2030 FUND	WFP seed funding	12.2020 - ONGOING	Assess the needs of the smallholders in terms of capacity strengthening and carry out a territorial diagnosis that will inform the development of the territorial sustainable development plan	USD 35,000
3	Smallholder agricultural market support: design of a mobile app to support the smallholder farmers access to markets	WFP	Ministry of Agriculture	310 Agriculture, Forestry, Fishing	National	USD 300,000	EUR 248,118	TBD	TBD	Sep. 2021- Dec. 2021	Strengthen the capacity of the smallholder farmers and use technologies to facilitate the smallholder farmers (with particular focus on women smallholders) access to markets	N/A

4	Energising School Feeding	WFP	Ministry of Education, the National School Feeding and Health Programme	230 Energy	National	USD 1,500,000	EUR 1,240,590	TBC	TBD	June 2021-July 2022	implement an innovative environmental/green technology at schools, by installing solar pannels at schools to ensure their energetic sustainability and conservation of local food for school menus.	N/A
5	Reactivation of the school gardens	WFP	Ministry of Education, the National School Feeding and Health Programme and potentially IFAD	110 Education	National	USD 200,000	EUR 165,412	WFP funding, IFAD		Jun 2020 - Dec 2021	Ensure food security and nutrition of the school-aged children and their school retention; support the financial sustainability of the national school feeding programme	USD 10,000
6	STP Vulnerability Assessment	Urban WFP	UNHABITAT (?) Government/National Institute of Statistics	160 Other Social Infrastructure & Services	National		EUR 0	WFP funding, donors funding		2021-2022	Assess the urban vulnerabilities in sao Tome and Principe in different areas, including infrastructures, energy, water, sanitation, etc and its impact on the health and food security and nutrition of the population.	N/A

7	Ensuring the access of most vulnerable families to food and working conditions facilities during COVID-19 Pandemic	WFP, FAO, ILO, UNHABITAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministry of Agriculture, Fisheries and Rural Development (MAFRD) <ul style="list-style-type: none"> <li>o CADR</li> </ul> </li> <li>• Ministry of Labor, Solidarity, Family and Professional Training (MLSFPT)</li> <li>• Ministry of Public Works, Infrastructure, Natural Resources and Environment <ul style="list-style-type: none"> <li>o Directorate of Geographical and Cadastral Services</li> <li>o Public Works and Urban Planning Department</li> </ul> </li> <li>• Ministry of Finance and Blue Economy <ul style="list-style-type: none"> <li>o District Chambers</li> </ul> </li> <li>• Government of the Autonomous Region of Principe</li> <li>• National Institute of Gender Equality and Parity</li> <li>• National Institute of Statistics</li> <li>• International NGO (HELPO)</li> </ul>	720 Emergen cy Response	National	USD 300,000	EUR 248,118	UN Multi Partner Trust Fund - (WFP \$71,000)	June 2019- ONGOING	<p>This proposed joint interventions seek to address the increase in food insecurity among the most vulnerable rural and peri-urban population, due to the disruptions caused to food systems by the COVID-19 pandemic and the restrictive measures taken by the Government to control its spread in Sao Tome and Principe. This disruption affects not only rural areas, but the whole rural-urban linkages that supply food to urban residents.</p> <p>The project is currently supporting 600 household families (3000 direct beneficiaries)</p>	USD 250,000
---	--	--------------------------	--	----------------------------------	----------	----------------	----------------	--	-----------------------	---	----------------

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• National NGO (ADAPPA)</li> <li>• Community leaders</li> </ul>										
8	BACK-TO-SCHOOL food distribution intervention	WFP	UNICEF, Ministry of Education, PNASE, Ministry of Social Solidarity	520 Development Food Assistance	National	USD 55,056	EUR 45,535	GPE	28.09.2020 - ONGOING	To provide critical life-saving food assistance to 20,778 vulnerable school-aged children at serious risk of food insecurity and undernutrition, aggravated by the COVID-19 pandemic, in 127 schools located in 4 national districts and the Autonomous Region of Principe	USD 55,056		



9	Enhancing Biodiversity Conservation and Sustainable Land and Natural Resource Management	UNDP	Ministry of Public Works, Infrastructure, Natural Resources and Environment (MOPIRNA) / Directorate General of Environment (DGA)	410 General Environment Protection	National	USD 3,531,454	EUR 2,920,724	GEF	Grants	2021 - 2026	The project aims to "Safeguard globally significant terrestrial biodiversity and ecosystem services through the implementation of four project components: 1) Improving systems and law enforcement (enforcement) for biodiversity conservation and integrated landscape and natural resource management; 2) Management, monitoring and financing of Protected Areas and biodiversity and adjacent forest areas; 3) Reducing forest degradation and ecosystem loss due to unsustainable charcoal production; and 4) Monitoring and evaluation, knowledge management, and gender.	N/A
---	--	------	--	------------------------------------	----------	------------------	------------------	-----	--------	-------------	--	-----

10	Delivering Climate Promise in STP	UNDP	General Directorate of Environment (MoPWINRE); NDC Partnership	410 General Environment Protection	National	USD 811,006	EUR 670,751	UNDP, Climate Promise, CAEP, NDC Partnership	Grants	20/04/2020 to 31/12/2021	The objective is to sustainably engage STP into the Paris Agreement framework, accelerating its NDC implementation and strengthening its reporting and reviewing capacity. While aiming at expediting and expanding the climate action agenda, it applies a whole-of-society approach targeting climate awareness, youth employment, women empowerment, private sector engagement and finance access and coordination to support the transformation of climate action into investment plans.	USD 322,117.31
----	-----------------------------------	------	--	------------------------------------	----------	-------------	-------------	--	--------	--------------------------	--	----------------

11	Promotion of Environmentally Sustainable and Climate-resilient Hydroelectric Electricity through a Sustainable Land Management Integrated Approach in STP	UNDP	Public administration (Directorate of Water, EMAE Utility, AGER regulatory agency) Ministry of Public Works, Infrastructure, Natural Resources and Environment (MPWINRE)	230 Energy	National	USD 4,349,463	EUR 3,597,267	GEF	Grants	2016-2022	(i) Improvement of legal/regulatory framework for the energy sector and for integrated watershed management; (ii) Promotion of mini/small dam/hydro investment through appropriate financial incentives for potential investors; (iii) Promotion of Integrated land use, sustainable forest and natural resource management, to provide social benefits and sustain environmental services at the watershed level; (iv) Dissemination of project best experience/good practices/lessons learned, for replication in (SIDS).	USD 648,323.11
----	---	------	--	---------------	----------	------------------	------------------	-----	--------	-----------	---	-------------------

12	Entrepreneurship Youth Platform	UNDP	Ministry of Youth, Sport and Entrepreneurship	250 Business & Other Services	National	USD 1,500,000	EUR 1,240,590	Core Resources	Subsidies/private sector	2020 - 2021	The overall objective is to contribute to strengthening the business and entrepreneurial ecosystem in the country, as a means of promoting economic growth and job creation, with a special focus on youth.	USD 1,290,000
13	Women Economic Empowerment Window (WEEW)	UNDP/UNICEF/ILO	Ministry of Youth, Sport and Entrepreneurship; Ministry of Education; Ministry of Employment	250 Business & Other Services	National	USD 187,000	EUR 154,660	UN COVID-19 MPTF	Subsidies/private sector	Up to November 2021	Focuses on: a) developing the entrepreneurial capacities of specific women groups, in particular vulnerable situations, b) developing an alternative mechanism for financing their economic activities, c) developing new business associative initiatives, that can create synergies between women led MSMEs and enhance market linkages, thus contributing to better business environment and dialogue, and d) enhancing	N/A

											resiliency by creating alternative safety nets for women led households, regarding child care and access to education	
14	Catalyzing Women's Participation in Agribusiness and COVID Recovery in Sao Tome and Principe	UNDP	Ministry of Tourism, Culture, Trade and Industry, State Secretary, Trade and Industry	250 Business & Other Services	National	USD 1,500,000	EUR 1,240,590	Enhance Integrated Framework (IEF)	Subsidies/private sector	Up to March 2022	Promotion of inclusive economic growth through the development of agricultural value chains for export	N/A
15	Supporting Capacity Building for the Modernization of the Justice System in São Tomé and Príncipe	UNDP	Ministry of Justice	150 Government & Civil Society	National	USD 3,154,124	EUR 2,608,650	UNDP	Subsidies	01-01-2021/31-12-2023	To modernise and make more accessible and efficient STP Justice System	N/A

16	Accelerating the Ratification, Domestication & Implementation of African Union Treaties	UNDP/AU	African Union Commission Regional Economic Communities; UN Agencies; Governments	150 Government & Civil Society	Régional	USD 5,054,000	EUR 4,179,961	Government of Sweden; UNDP	Other (Govt-cost sharing)	2020-2023	The project is designed to address the challenges and bottlenecks associated with ratification, domestication and implementation of African Union treaties in 6 countries and to help enhance the capacity of the AU over the medium - to long-term basis.	USD 68,614
17	Strengthening Civic Participation, the Electoral Process and Democratic and Transparent Governance in São Tomé and Príncipe.	UNDP	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of the Cabinet and Ministry of Parliamentary Affairs	150 Government & Civil Society	National	USD 2,060,707	EUR 1,704,328			03-03-2021/03-03/2023	deepen democratic governance, Civic Participation and the Electoral Process in Sao Tome and Principe, particularly regarding the participation of women, the youth, the marginalized and those living in rural communities, in the country's development process, and in strengthening transparency and corruption prevention, taking advantage of the upcoming	N/A



											effectively ensure legislative oversight and social monitoring of public finance management systems in the PALOP countries and Timor-Leste.	
19	Institutional Capacity Building	WB	Ministry of Finance	240 Banking & Financial Services	National	USD 12,000,000	EUR 9,924,720	IDA-19 Allocation	Grant	5/18/2018 - 06/30/2023	This project has a significant component with the Ministry of Finance which covers the following activities: Improving PFM and Budget Credibility through strengthened macro forecasting, debt management systems and reporting, and public procurement; Supporting the	853,793.83



20	Human and Economic Recovery Development Policy Operation	WB	Ministry of Finance	510 General Budget Support	National	USD 10,000,000	EUR 8,270,600	IDA-19 Allocation	Grant	12/18/2020 - 12/31/2021	<p>This new DPO series was launched in 2020 with a focus on COVID response and continuing the structural reform agenda. The DPO series has the following two pillars: (i) Mitigating the impact of the COVID-19 crisis on lives and livelihoods and strengthening investment in human capital; (ii) mitigating the impact of the COVID-19 crisis on businesses and jobs and laying the foundations for higher and sustainable economic growth. The first DPO in the new series was approved and disbursed in December 2020. The preparation of the second in the series will start shortly. Key prior triggers for the next operation are</p>	USD 10 million
----	--	----	---------------------	----------------------------	----------	----------------	---------------	-------------------	-------	-------------------------	---	----------------

											introduction of the VAT, approval of a new Statute of the water utility and electricity tariff reform.	
21	Girls Empowerment and Quality Education for All	WB	Ministry of Education	110 Education	National	USD 17,200,000	EUR 14,225,432	IDA&GPE (PPF - IDA V3070)	Grant	12/11/2020 - 12/31/2025	The project will tackle the country high rates of early pregnancy, the low learning levels of boys and girls, and the learning inequality that affects the most vulnerable children in and out of school. The project will also contribute to building the resilience of the education sector to	USD 242.728,53

											respond to COVID-19. This includes actions to cope with school closures, manage the reopening in the short-term, and improve or accelerate learning in the medium/long term. The project is at an early stage of implementation.	
22	COVID-19 Emergency Response	WB	AFAP/Ministry of Health	120 Health	National	USD 3,440,000	EUR 2,845,086	IDA&PEF Trust Fund	Grant	04/02/2020 - 06/30/2022	The project development objective (PDO) is to prevent, detect and respond to the threat posed by COVID-19 and strengthen national systems for public health preparedness. The PDO and overall implementation are both rated satisfactory.	USD 2.342.088,84

23	Social Protection and Skills Development	WB	DPSF/Ministry of Social Protection	000 Others	National	USD 10,000,000	EUR 8,270,600	IDA	Grant	9/27/2018 - 12/31/2023	The project aims to work towards reducing poverty and protecting the most vulnerable in Sao Tome and Principe which covers the following activities: (i) Implementation of the Vulnerable Families Program at national level reaching out 2,600 households through cash transfer system and initiation of professional training to beneficiaries of the program; (ii) We are also improving the social sector effectiveness, transparency and accountability; (iii) Under this project we have another component which is the creation of the Hotel Tourism School within the course of the next 3 years.	USD 1.498.543,71
----	--	----	------------------------------------	------------	----------	----------------	---------------	-----	-------	------------------------	---	------------------

24	Power Recovery	Sector	WB	AFAP/EMAE/Ministry of Infrastructure and Natural Resources	230 Energy	National	USD 28,000,000	EUR 23,157,680	IDA	Grant	7/5/2016 - 06/28/2024	Through this project the World Bank has several interventions supporting: i) the availability of cheaper generation capacity by financing the expansion of the Contador hydropower plant; ii) increasing the quality and reliability of electricity supply from the transmission and distribution network; iii) implementation of a revenue protection program to improve the financial performance of EMAE; iv) implementation of a Management Improvement Plan to enhance the operational performance of EMAE; v) deployment of LED lamp bulbs to reduce as part of a demand side management program. The project also supported the	USD 383.431,36
----	----------------	--------	----	--	------------	----------	----------------	----------------	-----	-------	-----------------------	---	----------------



25	Transport Sector Development	WB	INAE/Ministry of Infrastructure	210 Transport & Storage	National	USD 29,000,000	EUR 23,984,740	IDA	Grant	3/22/2019 - 06/30/2024	<p>The proposed transport development and coastal protection project will rehabilitate National Road EN1 from São Tomé to Guadalupe (13.3 km). The project will also strengthen the technical and management capacity of INAE, Road Fund and GIME with a focus on climate resilience. The project will develop climate resilience measures to protect the roads from landslides and climate change impacts. The project will reinforce the capacity of the Directorate of Terrestrial Transport, improve road safety on the national network, through development and implementation of a national strategy and</p>	USD 3,3 million
----	------------------------------	----	---------------------------------	-------------------------	----------	----------------	----------------	-----	-------	------------------------	---	-----------------

											small-scale road safety interventions to eliminate black spots.	
26	West Africa Coastal Area Resilience Investment Project (WACA ResIP)	WB	DG Environment/M infrastructure/A FAP	410 General Environment Protection	Régional	USD 15,150,000	EUR 12,529,959	IDA: 8.0 million / GEF: 7.15 million	grant	Parent: 09/2018-12/2023 / Additional financing: 01/2021-12/2023	The project development objective is to strengthen the resilience of targeted communities and areas in coastal Western Africa. Specifically it aims to (i) develop and operationalize coastal management and land use strategies and plans, (ii) support coastal policies, regulations and	USD 1.48 million

										institutional framework, and (iii) strengthen systems for better and safer coastal zone management. In 12 coastal communities, the project finances coastal adaptation activities, through physical and social investments.	
27	Health systems analysis and strengthening to achieve universal health coverage	WHO	MoH, IMVF	120 Health	National	USD 280,000	EUR 231,577	UHC partnership, including DEVCO, own	2020-2025	Offer an in-depth analysis of the health systems (governance, human resources, health information system, health financing, health services and care, technologies and drugs) and provide evidence for the development of a strategy and road map for the strengthening of health systems in view of achieving	47,000.00 delayed due to COVID 19

											universal health coverage. Review and revise the MoH 5 years national plan for the health sector (PNDS)	
28	Support to health accounts	WHO	MoH, GAVI	120 Health	National	USD 3,300	EUR 2,729	own		2012-2022	Provide technical support to the elaboration of biennial health account providing data and analysis on the use of health funds and budget in order to progressively elaborate a sustainable health financing strategy and achieve universal health coverage	16,500.00 delayed due to Covid 19
29	Provide and monitor access to an essential package of health services to the most vulnerable in preparation for health insurance schemes	Joint UN initiatives (UNICEF, ILO, UNDP, WHO)	MoH, Mof labour, Mof education, Mof youth)	120 Health	National	USD 165,000	EUR 136,465	UNSDG, DEVCO, and own resources		2020-2022	Provide (through ILO) and monitor (through DHIS2 tracker and with UNDP) access to a package of essential health services to the most vulnerable as listed in the social registry	66,000.00

30	Support the development, establishment and informatization/digitalization of the health information system DHIS2, GO DATA and others	WHO	MoH, UNDP, Oslo University	120 Health	National	USD 75,000	EUR 62,030	own funding and UNSDG as per previous line.	2020-2022	Establish a unique health information system supported by DHIS2 and progressively move away from multiple vertical unintegrated systems. Provide a unique system that allow for disaggregated data and evidence to monitor health outcomes and develop informed strategies and health priorities. Digitalize/informatize health data collection and analysis	44,000.00
31	Reinforcement of the national laboratories	WHO	MoH, Brasil, Global Fund	120 Health	National	USD 570,000	EUR 471,424	WHO, BAD, BM, UK, China	2020-2022	1) Support the qualification of the national laboratory, reinforce the national laboratory network. 2) Provide all support needed ( training of staff, equipment, reagents, tests etc..) to ensure swift diagnostic of COVID19. Progressively ensure the laboratory can	400,000.00

												provide local diagnostic of main diseases in STP (starting with epidemic prone diseases)	
32	Elimination of Malaria by 2025	MoH	WHO, Global UNICEF	MoH, Fund,	120 Health	National	USD 490,000	EUR 405,259	GF, RBM, own funding, USAID		2020-2022	Support the development and monitoring of the national strategy for malaria elimination. Provide technical assistance and response to seasonal outbreaks including in most affected districts	110,000.00
33	Elimination mother to child transmission of HIV	MoH	WHO, FNUAP	GF,	120 Health	National	USD 50,000	EUR 41,353	GF, own		2020-2022	Support the development of the elimination plan and the monitoring of its implementation. Provide technical assistance for the elimination of the mother to child transmission of HIV in STP	Postponed due to COVID19
34	Fight neglected diseases against tropical	WHO, MoH	WHO MoH	ESPEN,	120 Health	Régional	USD 125,000	EUR 103,383	own, ESPEN (USAID), DFID		2020-2022	Fight for the control of neglected tropical disease including the elimination of filaria in STP.	109,000.00

											Porcure and mobilize all drugs and treatments. Support the oprganisation of prophylactic campaign, monitor coverage and progresses toward elimination.	
35	Prevention and control of Non communicable diseases	MoH	WHO, INE, MoH,	120 Health	National	USD 15,000	EUR 12,406	own		2020-2022	Finalize the national survey to monitor chronic diseases risks factors in STP and develop a national multisectorial strategic plan for the prevention and control of chronic diseases . Mobilize resources for the implementaion of the plan.	15,000.00. Plan developme nt delayed.
36	Improve reproductive neonatal infantil mother and adolescent health including nutrition (SRNMAH-N)	WHO, FNUAP, UNICEF	MoH	120 Health	National	USD 70,000	EUR 57,894	own, GAVI		2020-2022	reinforce vaccination coverage, introduction of new vaccines such as HPV. Support the development of SRMNAH strategies at the district evel.	30,000.00

37	Emergency preparedness and response	WHO	MoH, CONPREC	120 Health	Régional	USD 80,000	EUR 66,165	own, CDC	2020-2022	Ensure countries increased capacities to comply with International health regulation. Develop national plan for capacity strengthening, map public health risks, reinforce integrated surveillance of diseases including informatisation / digitalisation, establish emergency operations centers including digitalization.	15,000.00 but the covid 19 response has also helped to achieve systems and capacity strengthening in this project. See lines 5 and 12
38	Response to COVID 19	MoH	WHO, World Bank, UN system, Portugal, EC, MOH, Bank, UK,	120 Health	Régional	USD 2,800,000	EUR 2,315,768	own, BM, BAD, DevCo, China, Denmark, Portugal, UK, DFID, Austria, GAVI(COV AX); The budget - (this does not include support to laboratory which has been included in line 5)	2020-2021	Support the government and the Ministry of Health in Sao tome and Principe in all sides of the prevention and control of COVID 19 pandemic. This include, coordination, surveillance, points of entry, contact tracing, case management and treatment, support to laboratory,	1,450,000 ( this does not include support to laboratory which has been included in line 5

											vaccine, transport, stock Mgt etc....	
39	Promotion of health and well being.	MoH	MoH and govt	120 Health	National	USD 15,000	EUR 12,406	Own		2020-2022	Health promotion amd community mobilisation of addressing health risk factors.	15,000.00
40	Polio elimination	MoH	MoH	120 Health	Régional	USD 15,000	EUR 12,406	Own, Rotary International		2020-2022	Support the surveillance of PFAs and lab. in order to ensure polio elimination and maintenance	3,000.00